

Gelet op de voorstellen van de raad van bestuur van de "Société régionale wallonne du Transport" (Waalse Gewestelijke Vervoersmaatschappij);

Op de voordracht van de Minister van Vervoer,

Besluit :

Artikel 1. In de bijlage van het besluit van de Waalse Regering van 17 oktober 2013 tot wijziging van de vervoerprijzen die van toepassing zijn op het net van de maatschappijen van openbaar vervoer in het Waalse Gewest, wordt punt 9.6 vervangen als volgt :

"9.6 Administratieve kosten bedoeld in artikel 3, § 2, eerste lid, 2° en 3°, van het besluit van de Waalse Regering van 22 mei 2008 betreffende de administratieve geldboetes inzake de diensten voor het openbaar vervoer in het Waalse Gewest : € 2,50."

Art. 2. In de bijlage van hetzelfde besluit wordt het volgende punt toegevoegd :

"9.7 Administratieve kosten voor de afgifte van een MoBIB-kaart waarop, onder meer, vervoerbewijzen kunnen worden geladen : € 5 (eventuele commerciële promotie uitgezonderd)."

Art. 3. De Minister van Vervoer is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

Namen, 25 september 2014.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer,
Luchthavens en Dierenwelzijn,

C. DI ANTONIO

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2014/31571]

17 JANVIER 2014. — Décret relatif à l'inclusion de la personne handicapée

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté :

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent décret règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution en vertu de l'article 138 de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

1° inclusion : la participation de la personne handicapée dans toutes les dimensions de la vie sociale et quotidienne, avec la même liberté de choix que les autres personnes, en prenant des mesures efficaces et appropriées pour garantir la pleine jouissance de ce droit ainsi que sa pleine insertion et participation à la société;

2° personne handicapée : personne qui présente une ou plusieurs incapacités résultant d'une déficience physique, sensorielle, mentale, cognitive durable dont l'interaction avec diverses barrières peut faire obstacle à sa pleine et effective participation à la société sur base de l'égalité avec les autres;

3° personne de grande dépendance : personne en situation de handicap qui connaît une restriction extrême de son autonomie entraînant la nécessité d'une présence active et continue d'un tiers, et d'aides et de soins très importants dans la gestion et les choix de la vie quotidienne;

4° statut de grande dépendance : situation de la personne de grande dépendance répondant aux critères fixés par le Collège en fonction de :

1° la nature et l'importance du handicap;

2° la nécessité d'une présence active et continue d'une tierce personne;

3° l'absence de réponse satisfaisante à ses besoins;

5° accessibilité : la possibilité pour chacun d'accéder à tout moment et en toute sécurité, de façon égale et autonome, à son cadre de vie, ainsi que de se déplacer, d'utiliser et de comprendre tous les lieux, services, produits et activités offerts par la société;

6° Convention des Nations Unies : la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées adoptée à New York le 13 décembre 2006, approuvée par le décret de la Commission communautaire française du 15 janvier 2009 portant assentiment à la Convention relative aux droits des personnes handicapées et au Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits des personnes handicapées;

7° projet de vie : l'expression des aspirations présentes et futures de la personne handicapée et de ses choix. Le projet de vie donne du sens à ce que vit la personne, il est personnel, singulier et évolutif;

8° projet individualisé : moyens à mettre en œuvre pour tendre vers la réalisation du projet de vie de la personne handicapée et qui sont définis par le centre, service, logement, association ou entreprise, avec la personne handicapée, ainsi qu'avec sa famille ou son entourage;

9° service PHARE : le service Personne Handicapée Autonomie Recherche, service à gestion séparée constitué au sein des services du Collège de la Commission communautaire française par le décret de la Commission communautaire française du 18 décembre 1998 relatif à la création d'un service à gestion séparée mettant en œuvre la politique d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;

10° Conseil consultatif : le Conseil consultatif bruxellois francophone de l'aide aux personnes et de la santé, section Personnes handicapées, créé par le décret du 5 juin 1997 portant création du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé;

11° Collège : le Collège de la Commission communautaire française;

12° Fonds de sécurité d'existence des entreprises de travail adapté : le Fonds de sécurité d'existence pour les entreprises de travail adapté subsidiées par la Commission communautaire française institué par la convention collective de travail du 10 octobre 2006, conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour les entreprises de travail adapté subsidiées par la Commission communautaire française;

13° asbl : association sans but lucratif visée par la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations.

CHAPITRE 2. — *Principes d'inclusion*

Art. 3. Les dispositions du présent décret concernent les moyens à mettre en œuvre pour se rapprocher des principes suivants :

1° promouvoir et garantir l'inclusion de la personne handicapée;

2° garantir le choix du lieu de vie et d'activité en fonction du projet de vie de la personne handicapée;

3° permettre à la personne handicapée de développer ses capacités d'autonomie quel que soit son lieu de vie;

4° favoriser de façon prioritaire l'accès de la personne handicapée aux services généraux destinés à l'ensemble de la population, en incitant l'adaptation de ces services aux besoins de la personne handicapée, et permettre le développement d'une aide supplétive;

5° favoriser l'accessibilité en soutenant le développement d'espaces, de produits, d'événements et de services répondant aux besoins de la personne handicapée;

6° assurer le libre choix et la participation de la personne handicapée, de sa famille et de son entourage dans toutes les démarches qui la concernent;

7° fournir une information et une communication efficaces quant aux droits de la personne handicapée et de sa famille et quant aux offres d'interventions;

8° encourager les coopérations avec les différentes entités européennes, fédérales, communautaires, régionales et communales.

Art. 4. Les mesures collectives et individuelles visées aux chapitres 3 à 6 sont mises en œuvre selon les principes suivants :

1° garantir la qualité de vie de la personne handicapée;

2° répondre de manière souple et adaptée aux besoins individuels et au projet de vie de la personne handicapée;

3° respecter les convictions idéologiques, philosophiques ou religieuses de la personne handicapée;

4° interdire toute discrimination comme visé à l'article 5 du décret du 9 juillet 2010 « relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination et à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement »;

5° respecter les règles de déontologie spécifiques à chaque profession;

6° rechercher un encadrement et une infrastructure qui répondent de façon adéquate aux besoins, au projet de vie et au bien-être de la personne handicapée en tenant compte de l'évolution de sa déficience;

7° promouvoir une coopération locale et multisectorielle qui respecte les compétences spécifiques de chaque centre, service, association, logement et entreprise et s'assurer de la mise en commun de bonnes pratiques et de moyens matériels entre les centres, services, logements, associations et entreprises, dans une optique de création de réseau et d'utilisation optimale des moyens;

8° favoriser la participation dans les assemblées générales et dans les conseils d'administration des centres, services, logement, association et entreprises, de personnes handicapées (qui ne sont pas des bénéficiaires directs des services fournis).

CHAPITRE 3. — *Admission et interventions*

Section 1^{re}. — Généralités

Art. 5. L'admission de la personne handicapée ouvre le droit au bénéfice des interventions visées aux chapitres 4, 5 et 6, moyennant le respect des conditions spécifiques liées à chaque intervention.

Ces interventions sont les suivantes :

1° les aides à l'inclusion;

2° les activités de jour;

3° les lieux de vie.

Section 2. — Critères d'admission

Art. 6. Les bénéficiaires des dispositions du présent décret doivent répondre aux conditions suivantes :

1° ne pas avoir atteint l'âge de 65 ans accomplis au moment de l'introduction de la demande d'admission;

2° être de nationalité belge ou être de statut apatride ou réfugié reconnu ou avoir le statut conféré par la protection subsidiaire ou être ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne ou étranger inscrit au registre de la population;

La personne qui ne répond pas à ces conditions de nationalité peut néanmoins être admise

a) si elle est le conjoint, le cohabitant au sens de l'article 1475 du code civil ou la personne à charge d'une personne qui remplit cette condition;

b) ou si elle justifie d'une période de résidence régulière et ininterrompue de 5 ans en Belgique précédant sa demande d'admission ou qu'elle est le conjoint, le cohabitant au sens de l'article 1475 du code civil ou la personne à charge d'une personne qui justifie elle-même de la durée de résidence requise;

3° présenter un handicap qui résulte d'une limitation d'au moins 30 % de sa capacité physique ou d'au moins 20 % de sa capacité mentale.

Si un handicap est manifestement constaté sans que l'un des taux mentionnés ci-dessus ne soit atteint, la personne peut néanmoins être admise compte tenu des répercussions effectives de la limitation constatée.

Art. 7. Le Collège peut étendre l'application du présent décret à d'autres catégories de personnes handicapées en dérogeant aux conditions fixées à l'article 6 du présent décret et ce, après avis du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé.

Section 3. — Procédure

Art. 8. La personne handicapée qui souhaite bénéficier d'une des interventions prévues à l'article 5 introduit une demande d'admission.

Lorsque la demande d'admission de la personne handicapée est signée par le représentant légal de la personne handicapée, celle-ci est, dans la mesure du possible, invitée à cosigner sa demande d'admission afin de l'associer à cette démarche.

Art. 9. La demande d'admission est établie sur un formulaire conforme au modèle fixé par le service PHARE et comprend un formulaire médical portant sur la description de la déficience et ses répercussions en termes d'incapacité et de handicap.

Ce formulaire médical est complété par un médecin choisi librement par le demandeur.

Art. 10. La personne handicapée ou son représentant légal qui souhaite bénéficier d'une ou de plusieurs des interventions prévues à l'article 5 introduit une demande d'intervention. Cette demande peut être introduite simultanément ou non, à la demande d'admission.

Lorsque la demande d'intervention de la personne handicapée est signée par son représentant légal, la personne handicapée est, dans la mesure du possible, invitée à cosigner sa demande d'intervention afin de l'associer à cette démarche.

Art. 11. Le Collège fixe les délais, conditions et modalités d'introduction et d'instruction des demandes visées aux articles 8 et 10.

Art. 12. Le Collège met en place au sein du service PHARE, une ou plusieurs équipes pluridisciplinaires chargées de statuer sur les demandes d'admission et sur les demandes d'intervention visées aux articles 8 et 10.

Pour statuer, l'équipe pluridisciplinaire peut s'inspirer des principes définis dans la Classification Internationale du fonctionnement du handicap et de la santé, ratifiée par l'Organisation mondiale de la Santé.

Le Collège fixe les demandes d'intervention visées à l'alinéa 1^{er} qui doivent faire l'objet d'une décision de la part de l'équipe pluridisciplinaire.

Les décisions visées à l'alinéa 1^{er} sont prises de manière collégiale.

La personne handicapée admise en application de l'alinéa 1^{er} peut se voir octroyer un statut de grande dépendance, tel que défini à l'article 2, 4^o. Le Collège fixe les conditions d'octroi de ce statut de grande dépendance.

Art. 13. L'admission et les interventions visées à l'article 12 peuvent faire l'objet d'une réévaluation par l'équipe pluridisciplinaire

— soit d'office à l'issue de la période couverte par une décision d'admission ou d'intervention à durée déterminée;

— soit à la demande du centre, service, logement ou entreprise, de la personne handicapée ou du service PHARE.

Le Collège fixe les modalités de la réévaluation visée à l'alinéa 1^{er}.

Art. 14. Sans préjudice des dispositions statutaires, le Collège fixe la composition de l'équipe pluridisciplinaire, les modalités de son fonctionnement, le contenu minimum de la décision et les délais et modalités de notification de la décision de l'équipe pluridisciplinaire au demandeur.

Art. 15. Lorsque l'équipe pluridisciplinaire ne dispose pas de tous les éléments pour lui permettre de statuer, elle invite le demandeur à se présenter à un examen complémentaire.

Le Collège fixe les délais et modalités relatifs à l'examen visé à l'alinéa 1^{er}.

Aucune intervention dans le coût de cet examen ne peut être réclamée au demandeur.

Art. 16. Les demandes d'intervention en centre d'activités de jour et en logement collectif adapté sont centralisées au service PHARE conformément aux dispositions fixées par le Collège.

Le Collège peut établir des critères de priorités pour l'accueil dans un centre ou logement visé à l'alinéa 1^{er}.

Le Collège peut élargir, en fonction des nécessités, la liste des demandes d'intervention qui sont centralisées au sein du service PHARE et peut établir des critères de priorités les concernant.

Art. 17. La décision d'intervention doit, sauf exceptions fixées par le Collège, être antérieure à l'accueil en centre d'activités de jour, à l'accueil en logement collectif adapté ainsi qu'à l'engagement dans une entreprise de travail adapté.

Art. 18. Les interventions financières accordées en vertu du présent décret sont octroyées en tenant compte des autres interventions dont la personne handicapée, ainsi que les centres, services, associations, logements et entreprises agréés qui les accueillent, peuvent bénéficier en application d'autres dispositions légales, décrétales ou réglementaires ayant le même objet.

Si le cumul de ces autres interventions avec celles accordées en vertu du présent décret a pour effet de couvrir plus de 100 % des frais réellement encourus, le montant des interventions accordées en vertu du présent décret est réduit à due concurrence.

Si la personne handicapée s'abstient de faire valoir ses droits à ces autres interventions financières alors qu'elle pourrait y prétendre, l'intervention accordée en vertu du présent décret peut être refusée ou réduite à due concurrence.

Si le centre, service, logement, association ou entreprise agréés en vertu du présent décret s'abstient de faire valoir ses droits à ces autres interventions financières alors qu'il pourrait y prétendre, l'intervention accordée en vertu du présent décret peut être refusée ou réduite à due concurrence.

Le Collège précise les cas où l'intervention accordée à la personne handicapée peut être refusée ou réduite et les principes selon lesquels la réduction est appliquée.

CHAPITRE 4. — Aides à l'inclusion

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 19. Les aides à l'inclusion sont les suivantes :

- 1° les prestations individuelles;
- 2° les services d'appui individuel ou collectif;
- 3° les services d'accompagnement;
- 4° les services de soutien aux activités d'utilité sociale;
- 5° les services d'aide à l'inclusion scolaire et extrascolaire;
- 6° les services de loisirs inclusifs.

Art. 20. Par dérogation à l'article 8, afin de favoriser l'inclusion de la personne handicapée dans les milieux de vie ordinaires, une personne handicapée qui n'a pas introduit de demande d'admission auprès du service PHARE peut, dans les cas fixés par le Collège, bénéficier de l'intervention d'un service visé à l'article 19, 3° et 6°.

Ces services proposent à la personne handicapée d'introduire ultérieurement une demande d'admission et l'informent de toute autre intervention dont elle pourrait éventuellement bénéficier dans ce cadre.

Dans le cadre de l'accompagnement précoce visé à l'article 36, la proposition de demande d'admission est effectuée au moment où le handicap de l'enfant est avéré.

Art. 21. Le Collège fixe les conditions et modalités selon lesquelles les missions des services visés aux points 2 à 7 de l'article 19 sont exercées.

Section 2. — Prestations individuelles

Art. 22. Les prestations individuelles sont les suivantes :

1° les interventions dans les frais de déplacement, à condition que la personne handicapée soit dans l'incapacité par suite de son handicap d'utiliser seule les moyens de transports en commun ou d'y accéder seule;

2° les interventions dans le coût des aides sous forme de matériel permettant d'augmenter l'autonomie, des aides à la formation professionnelle, des aides à la communication, des aides aux aménagements mobiliers et immobiliers ou de toute autre aide individuelle fixée par le Collège, nécessaire à l'inclusion de la personne handicapée.

Art. 23. Les prestations individuelles visées à l'article 19, 1° sont des interventions financières octroyées à condition que les frais et coûts pour lesquels l'intervention est sollicitée constituent des dépenses supplémentaires à celles encourues par une personne valide dans des circonstances identiques, et soient nécessaires à l'inclusion de la personne handicapée.

Art. 24. Le Collège fixe pour chaque type d'intervention les conditions que doit remplir la personne handicapée pour pouvoir en bénéficier, ainsi que les montants maxima d'intervention.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le Collège peut déroger à ces montants quand la personne handicapée est financièrement dans l'incapacité de prendre en charge la partie des frais et dépenses matérielles qui lui incombent, moyennant justification de ses revenus.

Section 3. — Services d'appui

Sous-section 1^{re}. — Services d'appui individuel

Art. 25. Les catégories de services d'appui individuel sont :

- 1° le service d'appui technique;
- 2° le service d'appui à la communication et à l'interprétation pour les personnes sourdes;
- 3° le service d'appui à la communication alternative;
- 4° le service d'appui à la formation professionnelle.

Art. 26. Le service d'appui technique visé à l'article 25, 1° exerce les missions suivantes :

1° apporter aide et conseil à la personne handicapée dans le choix, l'acquisition et l'utilisation des aides visées à l'article 22, 2°;

2° veiller à la réutilisation des aides sous forme de matériel, devenues inutiles à la personne handicapée afin qu'elles puissent être utilisées au bénéfice d'autres personnes handicapées;

3° donner au service PHARE, à la demande de ce dernier lorsqu'il estime que c'est nécessaire, un avis sur les aides visées à l'article 22, 2° pour des dossiers individuels.

Art. 27. Le service d'appui à la communication et à l'interprétation pour les personnes sourdes visé à l'article 25, 2° exerce les missions suivantes :

1° traiter les demandes en matière de prestations d'interprétation en langue des signes ou de translittérateurs ou de vélotypie;

2° mettre des interprètes, translittérateurs ou vélotypistes à la disposition des demandeurs.

Art. 28. Le service d'appui à la communication alternative visé à l'article 25, 3° a pour mission de rendre l'information accessible, via braille et « facile à lire », aux personnes aveugles et aux personnes handicapées ayant des difficultés de compréhension.

Art. 29. Le service d'appui à la formation professionnelle visé à l'article 25, 4° est chargé d'assurer l'accompagnement psychopédagogique de la personne handicapée qui n'est plus soumise à l'obligation scolaire et qui est désireuse de s'inscrire à une formation professionnelle reconnue par les pouvoirs publics belges.

Ce service exerce les missions suivantes :

1° l'accompagnement psychopédagogique individuel de la personne handicapée qui suit une formation professionnelle, à l'exclusion de toute intervention thérapeutique;

2° la formation et la coordination des personnes chargées de l'accompagnement psychopédagogique de la personne handicapée;

3° l'information des équipes de formateurs et des stagiaires concernant les besoins particuliers de la personne handicapée;

4° la médiation entre les stagiaires et les équipes pédagogiques lorsque la personne éprouve une difficulté liée spécifiquement à son handicap.

Sous-section 2. — Services d'appui collectif

Art. 30. Les catégories de services d'appui collectif sont :

1° le service de formation aux spécificités du handicap;

2° l'association représentative de personnes handicapées et de leur famille ou l'association représentative d'employeurs actifs dans le secteur de l'aide aux personnes handicapées;

3° l'association spécialisée en accessibilité.

Art. 31. Le service de formation aux spécificités du handicap visé à l'article 30, 1°, a pour mission de dispenser des formations au personnel d'organismes privés ou publics situés dans la Région de Bruxelles-Capitale et qui fournissent des services à la population, en ce compris des services qui s'adressent spécifiquement à des personnes handicapées.

Art. 32. L'association représentative de personnes handicapées et de leur famille, visée à l'article 30, 2°, a pour missions de défendre les intérêts de la personne handicapée et de sa famille et de promouvoir son droit à l'inclusion dans la société.

L'association représentative d'employeurs actifs dans le secteur de l'aide aux personnes handicapées, visée à l'article 30, 2°, a pour missions l'offre de services à ses membres et la défense de leurs intérêts.

Art. 33. L'association spécialisée en accessibilité visée à l'article 30, 3° exerce les missions suivantes :

1° émettre des avis sur les textes légaux, les normes et les pratiques en faveur de la mobilité de la personne handicapée et de l'accessibilité des lieux et services;

2° sensibiliser le grand public aux problèmes d'accessibilité auxquels les personnes handicapées sont confrontées;

3° soutenir et conseiller au niveau de l'accessibilité tout acteur public ou privé et situé dans la Région de Bruxelles-Capitale;

4° émettre des avis sur l'accessibilité, la circulation et l'utilisation d'un lieu ou service bruxellois par des personnes handicapées.

Art. 34. Pour répondre aux nécessités, le Collège peut compléter les listes fixées aux articles 25 et 30.

Section 4. — Services d'accompagnement

Art. 35. Le service d'accompagnement effectue un ou plusieurs accompagnements parmi les accompagnements suivants :

1° accompagnement précoce;

2° accompagnement pour enfants et jeunes;

3° accompagnement pour adultes.

Art. 36. L'accompagnement précoce visé à l'article 35, 1° s'adresse à l'enfant en bas âge et sa famille. Il peut aussi, si nécessaire, intervenir avant la naissance. Il répond aux besoins de l'enfant en bas âge et de sa famille en leur apportant un soutien précoce sur le plan éducatif, social, psychologique et de la santé.

Le Collège définit ce qu'il faut entendre par enfant en bas âge au sens de cet article.

Art. 37. L'accompagnement pour enfants et jeunes visé à l'article 35, 2° apporte un soutien sur le plan éducatif, social, psychologique et de la santé.

Il répond aux besoins des enfants, des jeunes et de leur famille en vue d'encadrer leur inclusion scolaire, sociale et professionnelle.

Le Collège définit ce qu'il faut entendre par enfant et jeune au sens de cet article.

Art. 38. L'accompagnement pour adultes visé à l'article 35, 3° soutient l'autonomie de la personne handicapée et le maintien ou l'amélioration de sa qualité de vie en lui fournissant ainsi qu'à sa famille, si nécessaire, l'information et l'accompagnement répondant à ses besoins dans les actes et les démarches de la vie courante.

Le Collège définit ce qu'il faut entendre par adulte au sens de cet article.

Art. 39. Le service d'accompagnement visé à l'article 35 exerce les missions de base suivantes :

1° l'accompagnement de la personne handicapée dans son projet de vie par un soutien individualisé effectué à domicile dans le cadre du service, ou dans tout autre lieu approprié;

2° la mise en place et la recherche avec la personne handicapée, avec sa famille et son réseau, si nécessaire, de réponses à ses besoins spécifiques;

3° la mise en contact de la personne handicapée et de sa famille, si nécessaire, avec les personnes, les services et les milieux d'accueil qui peuvent leur être utiles;

4° la participation à toutes démarches de prévention quant à l'apparition et l'aggravation des handicaps.

Les missions de base visées à l'alinéa 1^{er} peuvent être exercées au travers d'actions spécifiques fixées par le Collège.

Art. 40. Outre les missions visées à l'article 39, le service d'accompagnement peut exercer d'autres missions prévues par le présent décret. Il s'agit des missions définies aux articles 26, 28, 29, 31, 41, 44 et 68.

Le service d'accompagnement agréé doit pour cela conclure avec le Collège une convention pluriannuelle qui définit :

- 1° les missions exercées et leur mode d'évaluation;
- 2° les rapports financiers et administratifs qui les lient.

Le Collège fixe le contenu et les modalités de conclusion de la convention.

Section 5. — Services de soutien aux activités d'utilité sociale

Art. 41. Le service de soutien individuel aux activités d'utilité sociale pour les personnes handicapées visé à l'article 19, 4° exerce les missions suivantes :

- 1° apporter une aide et un soutien à la personne handicapée dans le cadre d'activités d'utilité sociale;
- 2° rechercher l'offre d'activités d'utilité sociale accessibles à la personne handicapée;
- 3° promouvoir les activités d'utilité sociale de la personne handicapée dans la société.

Les activités d'utilité sociale sont les activités de volontariat définies à l'article 3, 1° de la loi du 3 juillet 2005 relative aux droits des volontaires.

Section 6. — Services d'aide à l'inclusion scolaire et extrascolaire

Art. 42. Le service d'aide à l'inclusion scolaire et extrascolaire visé à l'article 19, 5° exerce les missions suivantes :

1° collaborer avec la personne handicapée et sa famille dans un objectif d'inclusion sociale, scolaire et extrascolaire optimale en enseignement ordinaire ou en enseignement spécialisé, et dans les milieux de vie, en valorisant ses ressources et en renforçant ses potentialités;

2° apporter un soutien individuel à travers des activités tant collectives qu'individuelles, durant et hors du temps scolaire, au sein ou hors de l'école fréquentée;

3° assurer l'accueil de la personne handicapée et l'octroi de prestations éducatives, sociales, psychologiques, médicales et paramédicales qui complètent sans s'y substituer l'action apportée par les écoles afin de favoriser l'inclusion sociale, scolaire et extrascolaire de celle-ci;

4° encourager les progrès au niveau de l'autonomie dans tous les domaines.

Art. 43. Le service d'aide à l'inclusion scolaire et extrascolaire s'adresse aux enfants et jeunes en situation de handicap suivants :

1° aux enfants et jeunes scolarisés dans l'école avec laquelle le service collabore de manière privilégiée;

2° aux enfants et jeunes scolarisés dans une autre école que celle visée au 1°;

3° aux enfants et jeunes en décrochage scolaire;

4° aux enfants en âge préscolaire fréquentant ou non une crèche ou un milieu d'accueil de la petite enfance reconnu par l'Office de la Naissance et de l'Enfance créé par le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

Le Collège définit ce qu'il faut entendre par enfant et jeune au sens de cet article.

Section 7. — Services de loisirs inclusifs

Art. 44. Le service de loisirs inclusifs visé à l'article 19, 6° s'adresse à la personne handicapée qui souhaite participer à des activités collectives et individuelles de loisir qui ne s'adressent pas de manière spécifique à des personnes handicapées. Il s'adresse également, dans une optique de mixité sociale, aux personnes valides qui souhaitent prendre part à ces mêmes activités.

Art. 45. Le service de loisirs inclusifs exerce les missions suivantes :

1° accompagner la personne handicapée dans la recherche d'activités de loisir inclusives qui contribuent à son épanouissement personnel, à son autonomie et à son inclusion dans la société et qui permettent de lutter contre la solitude et l'isolement;

2° organiser des activités de loisirs inclusifs qui s'adressent à la fois à des personnes handicapées et à des personnes valides;

3° collaborer avec d'autres organisations actives en matière de loisirs afin de rechercher ou de co-organiser des activités de loisirs inclusifs.

CHAPITRE 5. — Activités de jour

Art. 46. Les activités de jours sont celles organisées dans le cadre :

1° de la mise à l'emploi, moyennant diverses aides à l'emploi;

2° de l'entreprise de travail adapté;

3° du service de participation par des activités collectives;

4° du centre d'activités de jour;

5° du service préparatoire à la formation professionnelle.

Art. 47. Le Collège fixe les conditions et modalités selon lesquelles les missions des services visés à l'article 46, 2° à 5° sont exercées.

Section 1^{re}. — Aides à l'emploi

Art. 48. Les aides à l'emploi sont :

- 1° le stage de découverte permettant à la personne handicapée de découvrir un métier ou une situation de travail;
- 2° le contrat d'adaptation professionnelle, conclu entre une personne handicapée ou son représentant légal et un employeur. Il a pour objectif de leur permettre une adaptation mutuelle en vue d'un engagement éventuel;
- 3° la prime de tutorat destinée à l'employeur pour soutenir et guider le travailleur handicapé par un tuteur qui est membre du personnel de l'employeur, lors de l'engagement ou du retour de la personne handicapée après une absence de longue durée;
- 4° la prime de sensibilisation à l'inclusion destinée à l'employeur pour permettre aux collègues du travailleur handicapé de bénéficier d'une sensibilisation ou d'une formation relatives au handicap de ce dernier;
- 5° la prime d'insertion en faveur de l'employeur consistant en une intervention dans la rémunération et les charges sociales du travailleur handicapé, en vue de compenser sa perte de rendement;
- 6° la prime d'installation en faveur de la personne handicapée qui, sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, exerce une profession en tant que travailleur indépendant. Cette prime vise à compenser sa perte de rendement;
- 7° l'adaptation du poste de travail et de l'environnement de travail, justifiée par la déficience du travailleur;
- 8° toute autre aide à l'emploi nécessaire à l'inclusion professionnelle de la personne handicapée, fixée par le Collège.

Art. 49. Le Collège fixe les conditions, les modalités d'agrément et le modèle du contrat d'adaptation professionnelle visé à l'article 48, 2°.

Art. 50. La personne handicapée ayant conclu un contrat d'adaptation professionnelle bénéficie d'une rémunération à charge de l'employeur.

Le Collège fixe et octroie à l'employeur une intervention financière dans la rémunération visée à l'alinéa 1^{er}.

Art. 51. Le Collège fixe les conditions et les modalités d'octroi des aides à l'emploi visées à l'article 48, 1° à 8°.

Selon les conditions fixées par le Collège, la personne handicapée ou son employeur peut bénéficier de plus d'une des aides visées à l'alinéa 1^{er}.

Section 2. — Entreprises de travail adapté

Art. 52. L'entreprise de travail adapté est destinée prioritairement à la personne handicapée lorsque celle-ci est apte à mener une activité professionnelle mais ne peut l'exercer, provisoirement ou définitivement, dans des conditions habituelles de travail.

Art. 53. L'entreprise de travail adapté a pour mission prioritaire de favoriser l'inclusion par le travail de la personne handicapée :

- 1° en lui permettant d'accéder à un travail adapté et rémunéré;
- 2° en lui permettant de se former, de se perfectionner professionnellement et de valoriser ses compétences et ce de manière continue;
- 3° en mettant, éventuellement, en place, en son sein, un dispositif d'accueil pré-professionnel ayant pour objectif d'amener la personne handicapée à avoir les compétences requises pour accéder ensuite à une occupation professionnelle dans le cadre d'un contrat de travail;
- 4° en mettant, éventuellement, en place en son sein un dispositif de soutien au travail afin d'aider la personne handicapée ayant des difficultés à se maintenir au travail à préserver son occupation professionnelle dans le cadre d'un contrat de travail.

Art. 54. La personne handicapée est engagée dans l'entreprise de travail adapté dans les liens soit d'un contrat de travail soit, si la difficulté d'accès à l'emploi le justifie, d'un contrat d'adaptation professionnelle visé à l'article 48, 2°.

Art. 55. L'entreprise de travail adapté est organisée de manière à tenir compte des capacités professionnelles de chaque personne handicapée qui y est engagée par :

- 1° une répartition adéquate des tâches;
- 2° une adaptation du rythme et des conditions de travail;
- 3° un encadrement spécialisé.

Le Collège fixe les conditions dans lesquelles les dispositifs d'accueil pré-professionnel et de maintien au travail sont organisés au sein de l'entreprise de travail adapté.

Section 3. — Services de participation par des activités collectives

Art. 56. Le service de participation par des activités collectives, intitulé « service PACT », exerce les missions suivantes :

- 1° au départ des projets individuels d'une personne handicapée, organiser des activités collectives de volontariat au profit de la société;
- 2° valoriser la personne handicapée par sa participation à ces activités;
- 3° réaliser des actions et fournir des services au profit de la société;
- 4° permettre à la personne handicapée d'accroître et de valoriser ses compétences.

Art. 57. Dans une optique de mixité sociale, les activités du service PACT s'adressent aux personnes handicapées et aux personnes valides qui souhaitent réaliser une activité au profit de la société.

Art. 58. Les activités du service PACT s'inscrivent dans le cadre de la loi du 3 juillet 2005 relative aux droits des volontaires.

Section 4. — Centres d'activités de jour

Art. 59. Le centre d'activités de jour vise à permettre à la personne handicapée, selon son projet de vie, d'atteindre ou de préserver la plus grande autonomie possible et un niveau optimal d'inclusion.

Art. 60. Le centre d'activités de jour s'adresse soit à des enfants et des jeunes soit à des adultes.

Le centre d'activités de jour qui s'adresse à des enfants et des jeunes exerce les missions suivantes :

1° accueillir, à temps plein ou à temps partiel, prioritairement en journée, y compris le repas de midi, l'enfant ou le jeune qui en raison de son handicap ne fréquente pas un établissement d'enseignement ordinaire ou spécialisé. L'impossibilité de fréquenter un établissement d'enseignement doit avoir été établie selon les procédures légales et réglementaires en vigueur;

2° assurer un encadrement éducatif au moyen d'activités valorisantes, variées et adaptées à leurs besoins;

3° assurer un suivi social, psychologique, médical et paramédical individualisé.

Le centre d'activités de jour qui s'adresse à des adultes exerce les missions suivantes :

1° accueillir, à temps plein ou à temps partiel, y compris pour de courtes périodes, prioritairement en journée, et en prévoyant le repas de midi, l'adulte qui ne peut s'intégrer dans un milieu de formation ou d'emploi;

2° garantir l'accès à un large éventail d'activités valorisantes, variées et adaptées aux besoins et aux intérêts des personnes handicapées accueillies et d'assurer un soutien personnalisé à toutes les activités de la vie journalière;

3° assurer un suivi social, psychologique, médical et paramédical individualisé.

Le Collège définit ce qu'il faut entendre par enfant, jeune et adulte au sens de cet article.

Section 5. — Services préparatoires à la formation professionnelle

Art. 61. Le service préparatoire à la formation professionnelle a pour mission d'organiser des formations collectives à destination des personnes handicapées en vue de les rendre aptes à suivre une pré-formation ou une formation professionnelle qualifiante organisée par l'Institut bruxellois francophone pour la Formation Professionnelle ou par tout autre organisme francophone de formation professionnelle, situé dans la Région de Bruxelles-Capitale ou par l'enseignement de promotion sociale.

CHAPITRE 6. — Lieux de vie

Art. 62. Les services destinés à accompagner la personne handicapée dans son lieu de vie ou à l'accueillir sont :

1° le service de logement inclusif;

2° le logement collectif adapté;

3° le service d'accueil familial.

Art. 63. Le Collège fixe les conditions et modalités selon lesquelles les missions des services et logements visés à l'article 62, 1° à 3° sont exercées.

Section 1^{re}. — Services de logement inclusif

Art. 64. Le service de logement inclusif accompagne dans son projet de vie et selon ses besoins, la personne handicapée habitant de façon principale dans un logement inclusif.

Un logement inclusif est un lieu de vie qui rassemble personnes handicapées et personnes valides, dans une optique d'accessibilité, de mixité sociale, de solidarité et de réciprocité.

Art. 65. Le service de logement inclusif a pour mission de contribuer à l'autonomie de la personne handicapée :

1° par l'élaboration puis la mise en œuvre d'un projet de logement inclusif, auquel la personne handicapée sera associée;

2° par le soutien, au sein du logement inclusif, d'une dynamique collective à laquelle participe la personne handicapée selon ses capacités;

3° par une guidance psychosociale, budgétaire ou administrative de la personne handicapée dans la gestion de son logement;

4° par la promotion et la coordination de l'intervention des services extérieurs, notamment les services d'aide à domicile, pour le soutien dans la réalisation des actes de la vie quotidienne.

Section 2. — Logements collectifs adaptés

Art. 66. Le logement collectif adapté est un lieu de vie qui accueille l'enfant, le jeune ou l'adulte handicapé pour la soirée et la nuit.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, et conformément aux dispositions fixées par le Collège, le logement collectif adapté peut accueillir l'enfant, le jeune ou l'adulte handicapé en journée, sur une courte période ou pour faire face à une situation de crise.

Le logement collectif adapté peut introduire auprès du service PHARE un projet spécifique de prise en charge légère de la personne handicapée selon les conditions et modalités fixées par le Collège.

Le Collège définit ce qu'il faut entendre par enfant, jeune et adulte au sens de cet article.

Art. 67. Le logement collectif adapté a pour mission de garantir un soutien personnalisé du projet de vie de la personne handicapée par :

- 1° un accompagnement psychosocial et éducatif;
- 2° des activités sociales, créatives ou récréatives;
- 3° le logement, l'alimentation et les services d'entretien qui y sont liés;
- 4° un apprentissage à la gestion de la vie quotidienne afin de lui permettre d'acquérir ou de conserver ses compétences;
- 5° un suivi médical et paramédical, tout en ayant prioritairement recours à un prestataire extérieur.

Section 3. — Services d'accueil familial

Art. 68. Le service d'accueil familial coordonne l'accueil de la personne handicapée dans une famille d'accueil.

Art. 69. Le service d'accueil familial exerce les missions suivantes :

- 1° rechercher et sélectionner des familles d'accueil selon leur capacité à développer un accueil adapté aux besoins de la personne handicapée;
- 2° élaborer, avec la personne handicapée, éventuellement son représentant légal et la famille sélectionnée, un projet d'accueil s'inscrivant dans son projet de vie;
- 3° assurer un accompagnement individualisé de la personne handicapée au départ de ce projet d'accueil;
- 4° accompagner, informer et soutenir les familles d'accueil dans leur mission.

CHAPITRE 7. — Agréments, subventions et labels

Section 1^{re}. — Agréments des centres, services, associations, logements et entreprises

Art. 70. A l'exception de l'association représentative de personnes handicapées et de leur famille et de l'association représentative d'employeurs actifs dans le secteur de l'aide aux personnes handicapées visées à l'article 30, 2, les centres, services, associations, logements et entreprises sont agréés, après avis du Conseil consultatif, par le Collège pour une durée déterminée ou indéterminée.

Art. 71. Les conditions d'agrément des centres, services, associations, logements et entreprises sont les suivantes :

1° être constitué sous forme d'association belge sans but lucratif régie par la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations, ou être organisé par la Commission communautaire française.

Par dérogation, le Collège peut agréer des entreprises de travail adapté constituées sous la forme d'une société à finalité sociale dont les statuts stipulent que les associés ne recherchent aucun bénéfice patrimonial, visée à l'article 661, 1° du Code des sociétés.

Le Collège peut assortir de conditions particulières l'agrément des entreprises de travail adapté constituées sous cette forme;

2° leur activité doit être distincte de toutes les autres activités de l'asbl, tant sur le plan des travailleurs, de la gestion administrative que des comptes;

3° mettre en place en leur sein des modalités de participation des personnes handicapées. Le Collège définit des modalités spécifiques par type de centre, service, logement, association ou entreprise;

4° participer à des actions communautaires, permettant davantage de lien social avec le quartier et l'environnement proche de la personne handicapée;

5° mettre en place une démarche de réseau, permettant d'assurer la coordination des différents professionnels autour de la personne handicapée afin d'assurer une réponse globale à sa situation et à ses besoins;

6° élaborer un projet collectif ou de service qui reprend les valeurs de l'organisation, ses missions, ses règles de fonctionnement et ses méthodes d'organisation du travail pour tendre vers la réalisation du projet individuel de la personne handicapée;

7° garantir aux personnes handicapées le respect des dispositions du décret de la Commission communautaire française du 9 juillet 2010 relatif à la lutte contre certaines formes de discriminations et à la mise en oeuvre du principe de l'égalité de traitement.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, ne doivent pas satisfaire aux conditions visées au 3° et au 5°, les services et associations suivants :

- 1° les services d'appui technique visés à l'article 25, 1°;
- 2° les services d'appui à la communication alternative visés à l'article 25, 3°;
- 3° les services de formation aux spécificités du handicap visés à l'article 30, 1°;
- 4° les associations spécialisées en accessibilité visées à l'article 30, 3°.

Art. 72. Pour chaque catégorie de centre, de service, d'association, de logement ou d'entreprise agréé, le Collège fixe des normes d'agrément qui portent sur :

- 1° la qualité des prestations;
- 2° l'infrastructure;
- 3° l'organisation, le fonctionnement et le contenu du projet collectif ou de service;
- 4° le nombre et le niveau de qualification du personnel ainsi que sa formation continuée;
- 5° le nombre de personnes handicapées concernées et le type de déficiences;
- 6° les relations entre le centre, service, association, logement ou entreprise et la personne handicapée;
- 7° la gestion, la comptabilité et les rapports à établir;
- 8° les relations entre le centre, service, association, logement ou entreprise et le service PHARE.

Le Collège fixe les modalités et les procédures d'agrément, d'agrément provisoire, de renouvellement d'agrément, de modification d'agrément, de retrait ou de modification contrainte d'agrément, de retrait d'agrément pour raisons urgentes et pour fermeture volontaire des centres, services, associations, logements et entreprises.

Art. 73. L'entreprise de travail adapté agréée par le Collège est la seule habilitée à porter l'appellation « Entreprise de Travail Adapté ».

Art. 74. La mention « agréé par la Commission communautaire française » doit être visible à l'extérieur du bâtiment et doit figurer sur tous les documents, affiches et publications du centre, service, association, logement ou entreprise.

Art. 75. Le Collège peut fixer le quota de personnes handicapées accompagnées, accueillies ou occupées pour chaque type de centre, service, logement ou entreprise.

Art. 76. Le Collège établit, après avis du Conseil consultatif, une programmation des centres, services, logements et entreprises agréés visés par le présent décret, en tenant compte de l'offre existante et des besoins constatés d'un point de vue sociologique, géographique et socio-économique et des recommandations émises par le service PHARE.

Cette programmation pourra orienter l'offre vers un public prioritaire à définir par le Collège.

Section 2. — Subventions

Art. 77. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, une subvention est octroyée aux centres, services, logements et entreprises agréés visés aux articles 19, 2° à 7°; 46, 2° à 5° et 62, 1° à 3°.

Le Collège fixe les modalités de calcul, d'octroi et de liquidation de ces subventions en tenant compte des dispositions visées aux articles 78 à 94.

Pour les frais admissibles qu'il détermine, le Collège fixe des montants maxima des subventions.

Art. 78. Une subvention est octroyée au service d'appui technique visé aux articles 25, 1° et 26 en tenant compte du type de prestation.

Art. 79. Une subvention est octroyée au service d'appui à la communication et à l'interprétation pour les personnes sourdes visé aux articles 25, 2° et 27 en matière de prestations.

La subvention tient compte du nombre d'heures prestées.

Art. 80. Une subvention est octroyée au service d'appui à la communication alternative visé aux articles 25, 3° et 28 en matière de frais de prestations.

La subvention tient compte de la quantité d'informations rendues accessibles en matière de braille et « facile à lire ».

Art. 81. Une subvention est octroyée au service d'appui à la formation professionnelle visé aux articles 25, 4° et 29 en tenant compte du nombre de personnes aidées et du type de déficience.

Art. 82. Une subvention est octroyée au service d'accompagnement visé aux articles 35 à 40 en matière de :

- 1° frais de personnel;
- 2° frais généraux;
- 3° frais relatifs aux actions spécifiques;
- 4° frais visés dans la convention pluriannuelle.

Elle tient compte du nombre de personnes accompagnées et parmi celles-ci du nombre de personnes handicapées ayant le statut de grande dépendance visé à l'article 12.

Art. 83. Une subvention est octroyée au service de soutien aux activités d'utilité sociale visé à l'article 41 en matière de :

- 1° frais de personnel;
- 2° frais généraux.

Elle tient compte du nombre de personnes handicapées soutenues.

Art. 84. Une subvention est octroyée au service d'aide à l'inclusion scolaire et extrascolaire visé aux articles 42 et 43 en matière de :

- 1° frais de personnel;
- 2° frais généraux;
- 3° frais de transport collectif hors périodes scolaires.

Elle tient compte du nombre de personnes handicapées aidées et du type de déficience.

Art. 85. Une subvention est octroyée au service de loisirs inclusifs visé aux articles 44 et 45 en matière de :

- 1° frais de personnel;
- 2° frais généraux.

Elle tient compte du nombre de personnes handicapées aidées et du nombre d'activités organisées.

Art. 86. Une subvention est octroyée à l'entreprise de travail adapté visée aux articles 52 à 55 en matière de :

- 1° rémunérations des travailleurs handicapés en fonction des capacités professionnelles de chaque travailleur handicapé déterminées par le service PHARE en concertation avec l'entreprise;
- 2° frais de personnel d'encadrement en fonction du nombre de travailleurs handicapés occupés dans l'entreprise, de leurs capacités professionnelles telles que visées au 1° et de son type d'activité;
- 3° frais d'investissements en fonction du nombre de travailleurs handicapés occupés dans l'entreprise;
- 4° frais de fonctionnement en fonction des capacités professionnelles de chaque travailleur handicapé déterminées par le service PHARE en concertation avec l'entreprise.

Art. 87. Une subvention est octroyée au Fonds de sécurité d'existence pour les entreprises de travail adapté subsidiées par la Commission communautaire française en matière de formation et de prépension du personnel subsidié ainsi que pour la promotion économique du secteur.

Art. 88. Une subvention est octroyée au service PACT visé aux articles 56 à 58 en matière :

- 1° de frais de personnel;
- 2° de frais généraux;
- 3° d'indemnités versées dans le cadre du volontariat.

La subvention tient compte du nombre de personnes handicapées ayant recours au service.

Art. 89. Une subvention est octroyée au centre d'activités de jour visé aux articles 59 et 60 en matière de :

- 1° frais de personnel;
- 2° frais généraux;
- 3° frais de transport collectif;
- 4° frais personnalisés.

Elle tient compte du nombre de personnes accueillies et du type de déficience.

Une subvention complémentaire peut être octroyée aux centres d'activités de jour dans le cadre de l'accueil d'une personne ayant le statut de grande dépendance visé à l'article 12.

Les conditions d'attribution de cette subvention complémentaire sont définies par le Collège.

Art. 90. Une subvention est octroyée au service préparatoire à la formation professionnelle visé à l'article 61 en matière de :

- 1° frais de personnel;
- 2° frais généraux.

Elle tient compte du nombre d'heures de formation suivies par les personnes handicapées.

Art. 91. Une subvention est octroyée au service de logement inclusif visé aux articles 64 et 65 en matière de :

- 1° frais de personnel;
- 2° frais généraux.

Elle tient compte du nombre de personnes handicapées hébergées dans le logement inclusif et du type de déficience.

Art. 92. Une subvention est octroyée au logement collectif adapté visé aux articles 66 et 67 en matière de :

- 1° frais de personnel;
- 2° frais généraux;
- 3° frais personnalisés.

Elle tient compte du nombre de personnes handicapées accueillies et du type de déficience.

Une subvention complémentaire peut être octroyée au logement collectif adapté dans le cadre de l'accueil d'une personne ayant un statut de grande dépendance visé à l'article 12.

Les conditions d'attribution de cette subvention complémentaire sont définies par le Collège.

Art. 93. Une subvention est octroyée au service d'accueil familial visé aux articles 68 et 69 en matière de :

- 1° frais de personnel;
- 2° frais généraux.

Elle tient compte du nombre de demandes traitées et du nombre d'accueils effectifs.

Une subvention complémentaire destinée à la famille d'accueil est accordée au service d'accueil familial. Elle tient compte du type de déficience de la personne handicapée.

Art. 94. Une contribution financière, dont le montant et les modalités sont fixés par le Collège, est due par la personne handicapée pour les prestations effectuées, dans le cadre de leurs missions, par les services visés aux articles 25; 35; 42; 44; 59; 64; 66 et 68.

Le Collège peut déduire cette contribution financière des subventions accordées au centre, service ou logement en application des articles 77 à 93.

Art. 95. L'entrée de la personne handicapée dans un centre, un logement ou une entreprise ou son accès à une association ou un service ne peuvent en aucun cas être conditionnés à une contrepartie financière.

Section 3. — Projets particuliers et innovants

Art. 96. Dans les limites des crédits budgétaires, le Collège soutient, selon les conditions et modalités qu'il détermine, des projets particuliers de courte durée en matière d'inclusion de la personne handicapée, introduits par des asbl et des Fondations.

Ces projets visent à sensibiliser, informer ou apporter une réponse à des besoins nouveaux ou non rencontrés et à améliorer l'offre existante.

Art. 97. Le Collège peut octroyer aux centres, services, associations, logements et entreprises agréés dans le cadre du présent décret, une subvention pour la réalisation de projets innovants s'échelonnant sur trois ans.

Pour chaque projet, le Collège détermine notamment :

- 1° les modalités d'évaluation de la réalisation du projet;
- 2° les montants, établis par année, de la subvention allouée ainsi que son mode de liquidation;
- 3° le projet que le centre, service, association, logement ou entreprise s'engage à mettre en œuvre.

Art. 98. Le Collège fixe le contenu du dossier de demande de subvention, la procédure et les modalités d'évaluation.

Art. 99. Le Collège peut agréer, après avis du Conseil consultatif, toute asbl qui met en œuvre un projet particulier d'inclusion de la personne handicapée et, dans les limites des crédits budgétaires, lui octroyer une subvention pour ce projet particulier.

Le Collège fixe les conditions et modalités selon lesquelles les projets particuliers de ces services sont accomplis et le mode d'octroi de la subvention.

Section 4. — Labels et reconnaissance

Art. 100. Le Collège peut décider de l'octroi de labels à des acteurs publics ou privés situés sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale pour promouvoir l'action de ces acteurs en faveur de l'inclusion des personnes handicapées.

Il fixe les conditions et modalités d'octroi de ces labels.

Art. 101. Le Collège peut fixer des critères pour la reconnaissance de l'association représentative de personnes handicapées et de leur famille et de l'association représentative d'employeurs actifs dans le secteur de l'aide aux personnes handicapées visées à l'article 30, 2°.

Ces critères portent notamment sur le nombre de membres de ces associations.

CHAPITRE 8. — Évaluation des centres, services, associations, logements ou entreprises agréés et évaluation de la mise en œuvre des principes du présent décret

Section 1^{re}. — Évaluation à usage interne

Art. 102. Au minimum tous les trois ans, chaque centre, service, association, logement et entreprise agréé procède à une évaluation du fonctionnement et de la qualité de son dispositif d'appui, d'accueil ou d'accompagnement en mobilisant toutes les personnes concernées, y compris les conseils des usagers là où ils existent.

Les résultats de cette évaluation sont réservés à l'usage interne du centre, service, association, logement ou entreprise.

La méthode d'évaluation est laissée au libre choix du centre, service, association, logement ou entreprise.

Les critères suivants qui doivent être pris en compte dans cette évaluation sont les suivants :

1° la prise en compte de l'avis de la personne handicapée dans l'évolution des pratiques et du projet collectif ou de service;

2° le développement de pratiques innovantes ou de nouvelles modalités de prise en charge;

3° les collaborations avec les asbl et services relevant du secteur de l'aide aux personnes handicapées et d'autres secteurs concernés par l'inclusion de la personne handicapée;

4° la concordance entre le public visé par le projet et le public effectivement pris en charge;

5° la cohérence entre le fonctionnement, les missions et pratiques du centre, service, association, logement ou entreprise agréé;

6° l'ouverture du centre, service, association, logement ou entreprise sur son environnement.

Sur la base de cette évaluation, le centre, service, association, logement ou entreprise détermine des objectifs pour améliorer la qualité de ses prestations.

Section 2. — Évaluation de la mise en œuvre des principes du présent décret

Art. 103. Le Collège met en place tous les trois ans, en collaboration avec le service PHARE, une évaluation scientifique externe qui a pour objectif d'évaluer la pertinence et l'efficacité des mesures mises en œuvre par l'ensemble du secteur pour s'inscrire dans les principes du présent décret.

Le Collège fixe les modalités de cette évaluation.

Un rapport final est remis au Collège au plus tard trois ans après l'entrée en vigueur du présent décret puis une fois tous les trois ans.

Dans les trois mois qui suivent la réception de ce rapport, le Collège le transmet pour information au Conseil consultatif et au Parlement bruxellois francophone.

CHAPITRE 9. — Coopération

Art. 104. Le Collège crée un groupe de travail interministériel bruxellois permanent relatif à l'inclusion des personnes handicapées.

Celui-ci a pour objectif :

1° d'encourager l'accès de la personne handicapée aux services généraux destinés à l'ensemble de la population;

2° de sensibiliser les pouvoirs publics fédéraux, communautaires, régionaux et communaux à l'inclusion de la personne handicapée, notamment dans le cadre de l'élaboration et de l'exécution des politiques relevant des autres domaines de compétence que celui du handicap. Cette sensibilisation a pour objectif de favoriser la mise en œuvre concrète de coopération pouvant déboucher sur des accords de coopération, mais également de promouvoir l'accessibilité des établissements publics, de la voirie, le développement de logements individuels et d'une offre de transport adaptées aux besoins de la personne handicapée;

3° d'inciter les communes à développer des initiatives visant à accroître la participation de la personne handicapée et son inclusion à la vie locale;

4° de favoriser l'adaptation des moyens d'accès à l'information aux caractéristiques fonctionnelles de la personne handicapée;

5° de favoriser la recherche et le développement de technologies nouvelles en vue de l'inclusion de la personne handicapée;

6° de promouvoir les travaux de l'Observatoire de l'accueil et de l'accompagnement de la personne handicapée et ses recommandations;

7° de promouvoir l'emploi des personnes handicapées dans les domaines publics ou privés soit directement soit via la sous-traitance aux entreprises de travail adapté.

Le Collège fixe la composition et les modalités de fonctionnement de ce groupe de travail.

Art. 105. Chaque membre du Collège veille au respect de la dimension « handicap » lors de l'élaboration, de l'exécution et de l'évaluation des politiques menées.

Le Collège invite également chacun de ses membres à désigner au sein de son cabinet ministériel une personne chargée de la mise en œuvre de cette dimension.

Les membres du Collège publieront annuellement les mesures qu'ils auront prises pour réaliser cet objectif. Ils veilleront à les communiquer aux membres du Parlement.

CHAPITRE 10. — *Service PHARE*

Art. 106. Les missions du service PHARE sont les suivantes :

1° l'élaboration de propositions en matière de plan stratégique à court, moyen et long terme;

2° la gestion administrative de la mise en œuvre du présent décret et de ses arrêtés d'application par :

a) la gestion des demandes d'admission et d'intervention de la personne handicapée et des décisions y afférentes;

b) la gestion du budget relatif à l'aide aux personnes handicapées tel qu'adopté par le Parlement de la Commission communautaire française et la tenue de sa comptabilité;

c) l'agrément et le subventionnement des centres, services, associations, logements et entreprises agréés visés au chapitre 7;

d) la promotion de projets particuliers et innovants et la préparation des dossiers en vue d'une décision par le Collège en matière de subventionnement de ces projets;

e) le contrôle des centres, services, associations, logements et entreprises agréés visés au chapitre 7;

f) la médiation visée à l'article 111;

g) l'établissement de données statistiques relatives aux personnes handicapées et à leurs besoins;

h) l'élaboration d'un rapport annuel quantitatif et qualitatif précisant la mise en œuvre du présent décret et l'ensemble des actions menées par le service PHARE;

3° l'information de la personne handicapée, de sa famille et des intervenants qui participent à la mise en œuvre du projet de vie individuel de la personne handicapée, à propos des possibilités existantes en termes de services généraux, ou spécifiques au secteur du handicap;

4° l'orientation de la personne handicapée vers l'offre de service la plus adéquate en fonction de sa demande et de ses besoins;

5° la promotion et l'information auprès du public des actions et services développés pour favoriser l'inclusion de la personne handicapée;

6° la réalisation et la promotion d'études demandées par le Collège dans le domaine du handicap et la mise en place d'indicateurs sociaux;

7° la mise en œuvre des missions du comité de référence relatif à l'intervention d'un tiers dans la vie relationnelle, affective et sexuelle de la personne en situation de handicap;

8° l'élaboration de propositions contribuant à une augmentation, à une diversification et à une meilleure adéquation des réponses aux besoins de la personne handicapée et plus particulièrement des personnes ayant le statut prioritaire visé à l'article 12 et ce, en lien avec les familles et les professionnels concernés;

9° la participation à la coordination régionale, interministérielle et internationale de la politique transversale en matière d'inclusion de la personne handicapée au travers notamment du suivi de la Convention des Nations Unies;

10° la sensibilisation et l'élaboration de propositions relatives à la mise en place de partenariats et de collaborations avec les administrations régionales, communales, fédérales et avec tous services généraux dans le respect des compétences de chacun pour viser une meilleure prise en compte des besoins de la personne handicapée dans la société et promouvoir les initiatives inclusives.

Le Collège peut compléter les missions confiées au service PHARE. Il fixe les modalités de mise en œuvre des missions du service PHARE visées à l'alinéa 2 et se réserve le droit de les prioriser.

Art. 107. Tout centre, service, association, logement ou entreprise agréé ou subventionné est tenu de fournir sans frais au service PHARE toute information nécessaire à l'accomplissement de ses missions.

CHAPITRE 11. — *Réexamen et recours auprès des tribunaux*

Art. 108. Les décisions administratives individuelles prises par le service PHARE en matière d'admission et d'octroi d'une intervention peuvent faire l'objet d'un recours administratif à la demande de la personne handicapée ou de son représentant légal, dans le mois de la notification de la décision, auprès d'une Commission de réexamen qui rend un avis consultatif.

L'avis consultatif est communiqué à l'équipe pluridisciplinaire visée à l'article 12, qui soit décide de maintenir sa décision, soit prend une nouvelle décision.

Cette décision est notifiée à la personne handicapée ou à son représentant légal.

Le Collège arrête les conditions et modalités de cette procédure de réexamen.

Art. 109. Les contestations relatives aux décisions concernant l'admission de la personne handicapée au bénéfice des dispositions du présent décret, de même que celles relatives au bénéfice des interventions visées aux chapitres 4, 5 et 6, sont de la compétence du tribunal du travail.

A peine de déchéance, le recours devant le tribunal de travail compétent doit être introduit dans le mois de la notification de la décision contestée.

CHAPITRE 12. — *Contrôle*

Art. 110. La mission de contrôle du respect du présent décret et de ses arrêtés d'exécution est exercée par des agents de la Commission communautaire française désignés par le Collège et portant le titre d'inspecteurs.

Ils l'exercent de la manière suivante :

1° les inspecteurs désignés par le Collège vérifient la mise en œuvre des dispositions réglementaires, ainsi que la cohérence de l'application de celles-ci, en ce compris sur le plan financier, dans leur application au sein des centres, services, associations, logements et entreprises agréés et/ou subventionnés par le Collège;

Cette mission peut s'exercer d'initiative, dans le cadre des procédures visées à l'article 71, ainsi que dans le cadre de la gestion des plaintes visées au point 2.

Dans l'exercice de cette mission, les inspecteurs apportent appui et conseil;

2° les inspecteurs gèrent les plaintes ayant pour objet le non-respect de l'une des dispositions du présent décret ou de ses arrêtés d'exécution par un centre, service, association, logement ou entreprise, introduite par toute personne justifiant d'un intérêt.

Ils rédigent un rapport d'activités relatif à la gestion de ces plaintes.

Dans ce cadre, les inspecteurs peuvent entendre toutes les parties concernées et peuvent être amenés à tenter une conciliation;

3° les inspecteurs contrôlent la qualité d'un centre, service, association, logement ou entreprise agréé et/ou subventionné ou de manière transversale au niveau d'un ensemble de centres, services, associations, logements et/ou entreprises agréés ou subventionnés mais aussi contribuent au processus d'amélioration de celle-ci;

4° les membres des conseils d'administration des associations sans but lucratif, les personnes mandatées par elles, les directions et les membres du personnel des institutions agréées et/ou subventionnées sont tenus de coopérer avec les inspecteurs lors de l'exercice de leurs missions;

5° les inspecteurs peuvent, dans l'exercice de leurs missions, procéder à tout examen, contrôle, et recueillir toute information qu'ils estiment nécessaire :

a) en interrogeant toute personne sur tout fait dont la connaissance est utile à l'exercice du contrôle;

b) en demandant de produire ou rechercher tout document utile à l'accomplissement de leurs missions, d'en prendre copie ou de l'emporter contre récépissé, à l'exception des dossiers médicaux et psychologiques individuels;

6° à l'issue de chaque mission, les inspecteurs communiquent un rapport écrit aux parties concernées.

CHAPITRE 13. — *Médiation*

Art. 111. Lors de toute difficulté de communication entre la personne handicapée, ou son représentant légal, et le centre, service, association, logement ou entreprise, et à la demande de l'un de ceux-ci, un membre du service PHARE peut, en fonction de la difficulté qui lui est présentée, être amené à :

1° offrir une écoute;

2° proposer une conciliation.

La demande de conciliation peut être faite indépendamment ou préalablement à l'introduction d'une plainte en application de l'article 110.

Le Collège définit les conditions et modalités de la conciliation.

CHAPITRE 14. — *Dispositions pénales*

Art. 112. Est puni d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de 26 à 2.000 € ou d'une de ces peines seulement :

1° celui qui, directement ou indirectement, et tout en exerçant une activité ou un mandat dans un centre, service, logement ou entreprise :

a) opère la confusion de patrimoine;

b) administre les comptes bancaires ou les biens des personnes handicapées sans respecter les normes fixées par le Collège;

2° celui qui impose comme condition préalable à l'accueil, au séjour ou à l'accompagnement dans ou par un centre, service ou logement subventionné, le paiement d'une caution ou une obligation financière quelconque autre que celle fixée par le présent décret.

CHAPITRE 15. — *Dispositions abrogatoires et modificatives**Section 1^{re}. — Dispositions abrogatoires*

Art. 113. Le décret du 4 mars 1999 de la Commission communautaire française relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées est abrogé.

Section 2. — Dispositions modificatives

Art. 114. Dans le décret de la Commission communautaire française du 18 décembre 1998 relatif à la création d'un service à gestion séparée mettant en œuvre la politique d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'article 2, modifié par le décret du 4 mars 1999, les mots 'des centres de jour et des centres d'hébergement' sont remplacés par les mots « des centre d'activités de jour et des logements collectifs adaptés »;

2° l'article 3 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 3. – Le service à gestion séparée est dénommé : « Personne Handicapée Autonomie Recherchée », en abrégé « PHARE ». ».

CHAPITRE 16. — *Dispositions transitoires et finales**Section 1^{re}. — Dispositions transitoires*

Art. 115. A titre transitoire, les arrêtés d'exécution du décret du 4 mars 1999 de la Commission communautaire française relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées restent en vigueur jusqu'à la date à laquelle ils seront abrogés par le Collège.

Art. 116. A titre transitoire, les centres de réadaptation fonctionnelle agréés par le Collège dans le cadre du décret visé à l'article 115 continuent à bénéficier de subventions, en matière de personnel, de fonctionnement et d'investissement, jusqu'à une date à fixer par le Collège et pour autant qu'au moment de l'entrée en vigueur du présent décret et jusqu'à une date à fixer par le Collège, ils répondent aux conditions suivantes :

1° être constitués sous la forme d'une asbl ou au sein d'une asbl ou être organisés par la Commission communautaire française;

2° avoir conclu une convention avec le Comité de l'assurance soins de santé institué auprès du Service des Soins de santé de l'Institut national d'Assurance maladie-invalidité compétent en matière de prise en charge des frais de prestations de réadaptation fonctionnelle;

3° quand ils sont organisés au sein d'un hôpital, celui-ci doit être agréé par le Collège;

4° quand ils sont organisés au sein d'une asbl ou d'un hôpital, leur activité doit être distincte de toutes les autres activités de l'asbl ou de l'hôpital, tant sur le plan des travailleurs, de la gestion administrative que des comptes;

5° avoir pour mission l'amélioration des fonctions motrices sensorielles ou psychiques par la mise en oeuvre de techniques médicales et paramédicales spécifiques à chaque catégorie de personnes handicapées. Dans ce cadre, ils offrent une prise en charge globale tant au niveau physique que psychologique et social.

Ces subventions tiennent compte du personnel paramédical chargé de la réadaptation, de la formation continuée qu'il suit, des activités d'information aux personnes handicapées et de l'équipement acquis.

Art. 117. A titre transitoire, les services d'accompagnement pédagogique agréés par le Collège dans le cadre du décret visé à l'article 115 continuent à être agréés en tant que services d'accompagnement pédagogique jusqu'à une date à fixer par le Collège et pour autant qu'au moment de l'entrée en vigueur du présent décret et jusqu'à une date à fixer par le Collège, ils répondent aux conditions suivantes :

1° être constitués sous la forme d'une asbl ou au sein d'une asbl ou faire partie d'une université ou être organisés par la Commission communautaire française;

2° avoir pour missions :

a) l'encadrement pédagogique de personnes handicapées qui suivent des études supérieures ou une formation professionnelle qualifiante telle que définie par le Collège;

b) l'accompagnement psychopédagogique de ces personnes, à l'exclusion de toute intervention thérapeutique;

c) l'information du corps professoral, des autres étudiants ou stagiaires concernant les besoins particuliers de la personne handicapée;

d) la médiation entre les étudiants ou stagiaires et les personnes qui assurent l'encadrement.

Art. 118. Les demandes introduites par les personnes handicapées et les décisions prises avant la date d'entrée en vigueur du présent décret, en application du décret du 4 mars 1999 de la Commission communautaire française relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées et de ses arrêtés d'exécution, restent valables.

Les demandes introduites par les centres, services, associations, logements et entreprises, et les décisions prises avant la date de l'entrée en vigueur du présent décret restent valables jusqu'à une date à fixer par le Collège.

Section 3. — Disposition finale

Art. 119. Le présent décret entre en vigueur à une date à fixer par le Collège.

Bruxelles, le 17 janvier 2014.

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2014/31571]

17 JANUARI 2014. — **Decreet betreffende de inclusie van personen met een handicap**

De Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit decreet regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet, krachtens artikel 138 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° inclusie : de participatie van een persoon met een handicap in alle dimensies van het maatschappelijke en dagelijkse leven, met dezelfde keuzemogelijkheden als anderen, door doeltreffende en passende maatregelen te nemen om het volledige genot van dit recht en de volledige inschakeling en participatie in de maatschappij te garanderen;

2° persoon met een handicap : persoon met een of meerdere gebreken die voortvloeien uit een langdurige fysieke, mentale, intellectuele of zintuiglijke beperking die hem, in wisselwerking met diverse drempels, kunnen beletten volledig, daadwerkelijk en op voet van gelijkheid met anderen te participeren in de maatschappij;

3° zwaar zorgbehoevende persoon : persoon met een handicap wiens autonomie extreem beperkt is, in die mate dat een actieve en voortdurende aanwezigheid van een derde persoon en zeer omvangrijke hulp en zorg vereist zijn voor het beheer en de keuzen van het dagelijkse leven;

4° statuut 'zware zorgbehoevendheid' : de situatie van een zwaar zorgbehoevende persoon die beantwoordt aan de criteria die bepaald zijn door het College in functie van :

- 1° de aard en de omvang van de handicap;
- 2° de nood aan een actieve en voortdurende aanwezigheid van een derde persoon;
- 3° het ontbreken van een voldoende tegemoetkoming aan de behoeften;

5° toegankelijkheid : de mogelijkheid voor eenieder om op elk ogenblik en in alle veiligheid op een gelijkwaardige en autonome manier toegang te hebben tot zijn levensomgeving, om zich te verplaatsen, en om alle plaatsen, diensten, producten en activiteiten die aangeboden worden door de maatschappij, te gebruiken en te begrijpen;

6° Verdrag van de Verenigde Naties : het Verdrag van de Verenigde Naties inzake de rechten van personen met een handicap, aangenomen in New York op 13 december 2006, goedgekeurd door het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 15 januari 2009 houdende instemming met het Verdrag inzake de rechten van personen met een handicap en met het facultatieve Protocol bij het Verdrag inzake de rechten van personen met een handicap;

7° levensproject : de uitdrukking van de huidige en toekomstige aspiraties van de persoon met een handicap en van zijn keuzen. Het levensproject geeft zin aan het leven van de persoon. Het is persoonlijk, uniek en evolutief;

8° geïndividualiseerd project : de middelen die aangewend moeten worden om ernaar te streven het levensproject van de persoon met een handicap te verwezenlijken en die gedefinieerd zijn door het centrum, de dienst, de woonomgeving, de vereniging of de onderneming, samen met de persoon met een handicap en zijn familie of zijn omgeving;

9° dienst PHARE : de dienst 'Personne Handicapée Autonomie Recherchée', een dienst met afzonderlijk beheer die opgericht werd bij de Diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie door het decreet van de Franse gemeenschapscommissie van 18 december 1998 betreffende de oprichting van een dienst met afzonderlijk beheer tot uitvoering van het beleid inzake de sociale integratie en de inschakeling in het arbeidsleven van mindervaliden;

10° Adviesraad : de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Welzijnszorg en Gezondheid, afdeling 'Gehandicapten', die opgericht werd door het decreet van 5 juni 1997 houdende oprichting van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Welzijnszorg en Gezondheid;

11° College : het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

12° Fonds voor bestaanszekerheid voor de beschutte werkplaatsen : het Fonds voor bestaanszekerheid voor de beschutte werkplaatsen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschapscommissie dat opgericht werd door de collectieve arbeidsovereenkomst van 10 oktober 2006, die gesloten werd in het Paritair Subcomité voor de beschutte werkplaatsen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschapscommissie;

13° vzw : vereniging zonder winstoogmerk bedoeld in de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen.

HOOFDSTUK 2. — *Inclusieprincipes*

Art. 3. De bepalingen van dit decreet betreffen de middelen die aangewend moeten worden om aan te leunen bij de onderstaande principes :

- 1° de inclusie van de persoon met een handicap bevorderen en garanderen;
- 2° de keuze van leefomgeving en activiteit garanderen in functie van het levensproject van de persoon met een handicap;
- 3° de persoon met een handicap in staat stellen om zijn autonomiecapaciteit te ontwikkelen, ongeacht zijn leefomgeving;
- 4° de toegang van de persoon met een handicap tot de algemene diensten die bestemd zijn voor de hele bevolking, prioritair bevorderen, door de aanpassing van die diensten aan de behoeften van de persoon met een handicap aan te moedigen, en de ontwikkeling van aanvullende hulp mogelijk te maken;
- 5° de toegankelijkheid bevorderen door de ontwikkeling van ruimten, producten, evenementen en diensten die tegemoetkomen aan de behoeften van de persoon met een handicap, te ondersteunen;
- 6° de keuzevrijheid en de participatie van de persoon met een handicap, zijn familie en zijn omgeving garanderen in alles wat de persoon met een handicap aanbelangt;
- 7° doeltreffend informeren en communiceren over de rechten van de persoon met een handicap en zijn familie, en over de ondersteuningsmogelijkheden;
- 8° de samenwerking met de verschillende Europese, federale, communautaire, gewestelijke en gemeentelijke entiteiten aanmoedigen.

Art. 4. De collectieve en individuele maatregelen bedoeld in de hoofdstukken 3 tot en met 6 worden toegepast volgens de onderstaande principes :

- 1° de levenskwaliteit van de persoon met een handicap garanderen;
- 2° flexibel en passend tegemoetkomen aan de individuele behoeften en het levensproject van de persoon met een handicap;
- 3° de ideologische, filosofische of religieuze overtuigingen van de persoon met een handicap respecteren;
- 4° elke discriminatie zoals bedoeld in artikel 5 van het decreet van 9 juli 2010 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie en de toepassing van het beginsel van gelijke behandeling, verbieden;
- 5° de specifieke deontologische regels van elk beroep respecteren;
- 6° de begeleiding en de infrastructuur zoeken die passend tegemoetkomen aan de behoeften, het levensproject en het welzijn van de persoon met een handicap, rekening houdend met de evolutie van zijn beperking;
- 7° een plaatselijke en multisectoriële samenwerking bevorderen waarbij de specifieke bevoegdheden van elk centrum en elke dienst, vereniging, woonomgeving en onderneming worden gerespecteerd, en ervoor zorgen dat de goede praktijken en de materiële middelen van de centra, diensten, woonomgevingen, verenigingen en ondernemingen worden gedeeld, om een netwerk te creëren en de middelen optimaal te gebruiken;
- 8° de deelname van personen met een handicap (die geen rechtstreekse begunstigden van de geleverde diensten zijn) in de algemene vergaderingen en raden van bestuur van de centra, diensten, woonomgevingen, verenigingen en ondernemingen bevorderen.

HOOFDSTUK 3. — *Erkenning en ondersteuning**Afdeling 1. — Algemeenheden*

Art. 5. De erkenning van de persoon met een handicap opent het recht op de ondersteuning bedoeld in de hoofdstukken 4, 5 en 6, mits de specifieke voorwaarden die aan elke ondersteuning zijn verbonden, worden nageleefd.

Het betreft de ondersteuning van :

- 1° de inclusie;
- 2° de dagactiviteiten;
- 3° de leefomgeving.

Afdeling 2. — Erkenningscriteria

Art. 6. De begunstigen van de bepalingen van dit decreet moeten beantwoorden aan de onderstaande voorwaarden :

- 1° de leeftijd van 65 jaar nog niet hebben bereikt op het ogenblik van de indiening van de erkenningsaanvraag;
- 2° van Belgische nationaliteit zijn, of het erkend statuut van staatloze of vluchteling hebben, of het subsidiair beschermingsstatuut hebben, of onderdaan van een lidstaat van de Europese Unie zijn, of als vreemdeling in het bevolkingsregister zijn ingeschreven;

De persoon die niet aan die nationaliteitsvoorwaarden voldoet, kan niettemin worden erkend :

a) indien hij de echtgenoot is, de samenwonende in de zin van artikel 1475 van het Burgerlijk Wetboek, of de persoon ten laste van een persoon die aan die voorwaarden voldoet;

b) indien hij een regelmatige en ononderbroken verblijfsperiode in België van 5 jaar voorafgaand aan zijn erkenningsaanvraag aantoont, of hij de echtgenoot is, de samenwonende in de zin van artikel 1475 van het Burgerlijk Wetboek, of de persoon ten laste van een persoon die zelf de vereiste verblijfsduur aantoont;

3° een handicap hebben die voortvloeit uit een vermindering van de fysieke capaciteit met minstens 30% of van de mentale capaciteit met minstens 20%.

Indien een handicap duidelijk wordt vastgesteld zonder dat een van de voornoemde percentages is bereikt, kan de betrokkene niettemin worden erkend, rekening houdend met de daadwerkelijke impact van de vastgestelde vermindering.

Art. 7. Het College kan de toepassing van dit decreet uitbreiden naar andere categorieën van personen met een handicap door af te wijken van de voorwaarden bepaald in artikel 6 van dit decreet, na het advies van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Welzijnszorg en Gezondheid.

Afdeling 3. — Procedure

Art. 8. De persoon met een handicap die wenst te genieten van een van de soorten ondersteuning bedoeld in artikel 5, dient een erkenningsaanvraag in.

Als de erkenningsaanvraag van de persoon met een handicap door zijn wettelijke vertegenwoordiger wordt ondertekend, wordt de persoon met een handicap, in de mate van het mogelijke, uitgenodigd om zijn erkenningsaanvraag mee te ondertekenen, om hem bij deze stap te betrekken.

Art. 9. De erkenningsaanvraag wordt opgemaakt op een formulier dat overeenstemt met het model dat bepaald wordt door de dienst PHARE. De aanvraag bevat een medisch formulier met de omschrijving van de beperking en de gevolgen daarvan in termen van onbekwaamheid en handicap.

Het medisch formulier wordt ingevuld door een geneesheer die vrij gekozen wordt door de aanvrager.

Art. 10. De persoon met een handicap of zijn wettelijke vertegenwoordiger die wenst te genieten van een of meerdere soorten ondersteuning bedoeld in artikel 5, dient een steunaanvraag in. De aanvraag kan al dan niet gelijktijdig met de erkenningsaanvraag worden ingediend.

Als de steunaanvraag van de persoon met een handicap door zijn wettelijke vertegenwoordiger wordt ondertekend, wordt de persoon met een handicap, in de mate van het mogelijke, uitgenodigd om zijn steunaanvraag mee te ondertekenen, om hem bij deze stap te betrekken.

Art. 11. Het College bepaalt de termijnen, de voorwaarden en de modaliteiten voor de indiening en de behandeling van de aanvragen bedoeld in de artikelen 8 en 10.

Art. 12. Het College richt binnen de dienst PHARE een of meerdere multidisciplinaire teams op die ermee belast zijn een uitspraak te doen over de erkenningsaanvragen en de steunaanvragen bedoeld in de artikelen 8 en 10.

Om een uitspraak te doen, kan het multidisciplinair team zich laten leiden door de principes die gedefinieerd zijn in de internationale classificatie inzake functioneren, handicap en gezondheid, die bekrachtigd werd door de Wereldgezondheidsorganisatie.

Het College bepaalt welke van de in het eerste lid bedoelde steunaanvragen het voorwerp van een beslissing van het multidisciplinair team moeten uitmaken.

De in het eerste lid bedoelde beslissingen worden collegiaal genomen.

De persoon met een handicap die erkend wordt krachtens het eerste lid, kan het statuut 'zware zorgbehoevendheid' zoals gedefinieerd in artikel 2, 4°, krijgen toegekend. Het College bepaalt de toekenningsvoorwaarden van het statuut 'zware zorgbehoevendheid'.

Art. 13. De erkenning en de ondersteuning bedoeld in artikel 12, kunnen het voorwerp van een herbeoordeling door het multidisciplinair team uitmaken

— ofwel automatisch na afloop van de periode waarop een erkennings- of ondersteuningsbeslissing van bepaalde duur betrekking had;

— ofwel op vraag van het centrum, de dienst, de woonomgeving, de onderneming, de persoon met een handicap of de dienst PHARE.

Het College bepaalt de modaliteiten voor de herbeoordeling bedoeld in het eerste lid.

Art. 14. Onverminderd de statutaire bepalingen bepaalt het College de samenstelling van het multidisciplinair team, zijn werkingsmodaliteiten, de minimale inhoud van de beslissing, en de termijnen en de modaliteiten voor de kennisgeving van de beslissing van het multidisciplinair team aan de aanvrager.

Art. 15. Wanneer het multidisciplinair team niet over alle elementen beschikt om een uitspraak te kunnen doen, nodigt het de aanvrager uit voor een aanvullend onderzoek.

Het College bepaalt de termijnen en de modaliteiten voor het onderzoek bedoeld in het eerste lid.

Aan de aanvrager mag geen enkele tegemoetkoming in de kosten van het onderzoek worden gevraagd.

Art. 16. De steunaanvragen voor een dagactiviteitencentrum of een aangepaste collectieve woonomgeving worden gecentraliseerd bij de dienst PHARE overeenkomstig de bepalingen van het College.

Het College kan voorrangscriteria vaststellen voor de opvang in een centrum of een woonomgeving zoals bedoeld in het eerste lid.

Het College kan, in functie van de behoeften, de lijst van de steunaanvragen die gecentraliseerd worden bij de dienst PHARE, uitbreiden, en kan bijbehorende voorrangscriteria vaststellen.

Art. 17. De beslissing tot ondersteuning moet, behoudens de uitzonderingen bepaald door het College, voorafgaan aan de opvang in een dagactiviteitencentrum, de opvang in een aangepaste collectieve woonomgeving, en de aanwerving in een onderneming met aangepast werk.

Art. 18. Bij de toekenning van de financiële ondersteuning die verleend wordt krachtens dit decreet, wordt rekening gehouden met de overige ondersteuning waarvan de persoon met een handicap en de erkende centra, diensten, verenigingen, woonomgevingen of ondernemingen die de persoon met een handicap opvangen, kunnen genieten krachtens andere wettelijke, decretale of reglementaire bepalingen die hetzelfde doel beogen.

Indien de cumulatie van die overige ondersteuning met de ondersteuning die verleend wordt krachtens dit decreet, ertoe leidt dat meer dan 100% van de werkelijk gemaakte kosten wordt gedekt, wordt het bedrag van de ondersteuning die verleend wordt krachtens dit decreet evenredig verminderd.

Indien de persoon met een handicap zijn rechten op die andere financiële ondersteuning niet doet gelden hoewel hij er recht op heeft, kan de ondersteuning die verleend wordt krachtens dit decreet worden geweigerd of evenredig worden verminderd.

Indien de krachtens dit decreet erkende centra, diensten, woonomgevingen, verenigingen of ondernemingen hun rechten op die andere financiële ondersteuning niet doen gelden hoewel ze er recht op hebben, kan de ondersteuning die verleend wordt krachtens dit decreet worden geweigerd of evenredig worden verminderd.

Het College verduidelijkt de gevallen waarin de ondersteuning die verleend wordt aan de persoon met een handicap, kan worden geweigerd of verminderd, en de principes volgens welke de vermindering wordt toegepast.

HOOFDSTUK 4. — *Inclusieondersteuning*

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 19. De inclusieondersteuning heeft betrekking op :

- 1° de individuele prestaties;
- 2° de individuele of collectieve ondersteuningsdiensten;
- 3° de begeleidingsdiensten;
- 4° de ondersteuningsdiensten voor activiteiten van maatschappelijk belang;
- 5° de ondersteuningsdiensten voor schoolse en buitenschoolse inclusie;
- 6° de diensten voor inclusieve vrijetijdsbesteding.

Art. 20. In afwijking van artikel 8 en met als doel de inclusie van de persoon met een handicap in de gewone leefomgeving te bevorderen, kan een persoon met een handicap die geen erkenningsaanvraag heeft ingediend bij de dienst PHARE, in de gevallen bepaald door het College, genieten van de ondersteuning van een dienst bedoeld in artikel 19, 3° en 6°.

Deze diensten stellen de persoon met een handicap voor om later een erkenningsaanvraag in te dienen en lichten hem in over elke andere ondersteuning waarvan hij eventueel zou kunnen genieten in dit kader.

In het kader van de vroegtijdige begeleiding bedoeld in artikel 36, wordt het voorstel tot erkenningsaanvraag geformuleerd op het ogenblik dat de handicap van het kind is bewezen.

Art. 21. Het College bepaalt de voorwaarden en de modaliteiten volgens welke de opdrachten van de diensten bedoeld in de punten 2 tot en met 7 van artikel 19, worden uitgevoerd.

Afdeling 2. — Individuele prestaties

Art. 22. De individuele prestaties zijn :

1° de tegemoetkomingen in de verplaatsingskosten op voorwaarde dat de persoon met een handicap, als gevolg van zijn handicap, niet in staat is zelfstandig gebruik te maken van het openbaar vervoer of er toegang toe te hebben;

2° de tegemoetkomingen in de kosten van materiële hulpmiddelen om de autonomie te vergroten, hulpmiddelen bij de beroepsopleiding, hulpmiddelen bij de communicatie, hulpmiddelen bij de aanpassing van roerende en onroerende goederen, of elk ander door het College bepaald persoonlijk hulpmiddel dat noodzakelijk is voor de inclusie van de persoon met een handicap.

Art. 23. De individuele prestaties bedoeld in artikel 19, 1°, zijn tegemoetkomingen die toegekend worden op voorwaarde dat de kosten waarvoor de tegemoetkoming gevraagd wordt, meeruitgaven zijn ten opzichte van de uitgaven die een valide persoon in dezelfde omstandigheden maakt, en noodzakelijk zijn voor de inclusie van de persoon met een handicap.

Art. 24. Het College bepaalt voor elke soort ondersteuning de voorwaarden waaraan de persoon met een handicap moet beantwoorden om van de ondersteuning te kunnen genieten, alsook de maximumbedragen van de tegemoetkomingen.

In afwijking van het eerste lid kan het College afwijken van deze bedragen wanneer de persoon met een handicap financieel niet in staat is om het deel van de kosten en de materiële uitgaven dat voor zijn rekening is, ten laste te nemen, onder beding van een inkomstenbewijs.

Afdeling 3. — Ondersteuningsdiensten

Onderafdeling 1. — Individuele ondersteuningsdiensten

Art. 25. De categorieën van individuele ondersteuningsdiensten zijn :

- 1° de technische ondersteuningsdienst;
- 2° de ondersteuningsdienst voor dovencommunicatie en -vertolking;
- 3° de ondersteuningsdienst voor alternatieve communicatie;
- 4° de ondersteuningsdienst voor beroepsopleiding.

Art. 26. De technische ondersteuningsdienst bedoeld in artikel 25, 1°, oefent de onderstaande opdrachten uit :

- 1° de persoon met een handicap helpen en adviseren bij de keuze, de aankoop en het gebruik van de hulpmiddelen bedoeld in artikel 22, 2°;
- 2° toezien op het hergebruik van de materiële hulpmiddelen die overbodig zijn geworden voor de persoon met een handicap, zodat ze aangewend kunnen worden ten gunste van andere personen met een handicap;
- 3° de dienst PHARE in individuele dossiers adviseren over de hulpmiddelen bedoeld in artikel 22, 2°, wanneer de dienst dat nodig acht en erom verzoekt.

Art. 27. De ondersteuningsdienst voor dovencommunicatie en -vertolking bedoeld in artikel 25, 2°, oefent de onderstaande opdrachten uit :

- 1° de aanvragen voor tolkprestaties in gebarentaal, transliteratie of velotypie behandelen;
- 2° tolken, transliteratoren of velotypisten ter beschikking stellen van de aanvragers.

Art. 28. De ondersteuningsdienst voor alternatieve communicatie bedoeld in artikel 25, 3°, heeft als opdracht de informatie via braille en 'gemakkelijk te lezen' toegankelijk te maken voor blinden en personen met een handicap met begripsproblemen.

Art. 29. De ondersteuningsdienst voor beroepsopleiding bedoeld in artikel 25, 4°, is ermee belast psychopedagogische begeleiding te bieden aan de persoon met een handicap die niet meer aan de leerplicht is onderworpen en die zich wenst in te schrijven voor een beroepsopleiding die door de Belgische overheden is erkend.

Deze dienst oefent de onderstaande opdrachten uit :

- 1° de persoon met een handicap die een beroepsopleiding volgt, individuele psychopedagogische begeleiding bieden, met uitzondering van elke therapeutische ondersteuning;
- 2° de personen die belast zijn met de psychopedagogische begeleiding van de persoon met een handicap, opleiden en coördineren;
- 3° de lesgevers en de stagiairs inlichten over de bijzondere behoeften van de persoon met een handicap;
- 4° bemiddelen tussen de stagiairs en het pedagogische team wanneer de persoon met een handicap moeilijkheden ondervindt die specifiek verband houden met zijn handicap.

Onderafdeling 2. — Collectieve ondersteuningsdiensten

Art. 30. De categorieën van collectieve ondersteuningsdiensten zijn :

- 1° de opleidingsdienst inzake specifieke kenmerken van handicaps;
- 2° de representatieve vereniging van personen met een handicap en hun familie of de representatieve vereniging van werkgevers die actief zijn in de sector van de bijstand aan personen met een handicap;
- 3° de gespecialiseerde vereniging inzake toegankelijkheid.

Art. 31. De opleidingsdienst inzake specifieke kenmerken van handicaps bedoeld in artikel 30, 1°, heeft als opdracht opleidingen te verstrekken aan het personeel van de privé- of openbare instellingen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die diensten aan de bevolking aanbieden, waaronder diensten die specifiek voor personen met een handicap zijn bedoeld.

Art. 32. De representatieve vereniging van personen met een handicap en hun familie bedoeld in artikel 30, 2°, heeft als opdracht de belangen van de persoon met een handicap en zijn familie te verdedigen, en zijn recht op inclusie in de maatschappij te bevorderen.

De representatieve vereniging van werkgevers die actief zijn in de sector van de bijstand aan personen met een handicap, bedoeld in artikel 30, 2°, heeft als opdracht diensten aan te bieden aan haar leden en hun belangen te verdedigen.

Art. 33. De gespecialiseerde vereniging inzake toegankelijkheid bedoeld in artikel 30, 3°, oefent de onderstaande opdrachten uit :

- 1° adviezen uitbrengen over de wetteksten, de normen en de praktijken ten gunste van de mobiliteit van personen met een handicap en de toegankelijkheid van plaatsen en diensten;
- 2° het grote publiek bewustmaken voor de toegankelijkheidsproblemen waarmee personen met een handicap worden geconfronteerd;
- 3° elke privé- of openbare betrokkene in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ondersteunen op het vlak van toegankelijkheid, en hem erover adviseren;
- 4° adviezen uitbrengen over de toegankelijkheid, het verkeer en het gebruik van een Brusselse plaats of dienst door personen met een handicap.

Art. 34. Het College kan de lijsten bepaald in de artikelen 25 en 30, aanvullen, om aan de behoeften tegemoet te komen.

Afdeling 4. — Begeleidingsdiensten

Art. 35. De begeleidingsdienst oefent een of meerdere van de onderstaande soorten begeleiding uit :

- 1° de vroegtijdige begeleiding;
- 2° de begeleiding van kinderen en jongeren;
- 3° de begeleiding van volwassenen.

Art. 36. De vroegtijdige begeleiding bedoeld in artikel 35, 1°, richt zich tot jonge kinderen en hun familie. Indien nodig kan de begeleiding ook vóór de geboorte plaatsvinden. De begeleiding komt tegemoet aan de behoeften van jonge kinderen en hun familie, en biedt hun een vroegtijdige ondersteuning op educatief, maatschappelijk, psychologisch en gezondheidsvlak.

Het College definieert wat in de zin van dit artikel onder 'jong kind' moet worden verstaan.

Art. 37. De begeleiding van kinderen en jongeren bedoeld in artikel 35, 2°, biedt ondersteuning op educatief, maatschappelijk, psychologisch en gezondheidsvlak.

De begeleiding komt tegemoet aan de behoeften van kinderen en jongeren en hun familie, en omkadert hun schoolse, maatschappelijke en professionele inclusie.

Het College definieert wat in de zin van dit artikel onder 'kind' en 'jongere' moet worden verstaan.

Art. 38. De begeleiding van volwassenen bedoeld in artikel 35, 3°, ondersteunt de autonomie van de persoon met een handicap, alsook het behoud of de verbetering van zijn levenskwaliteit, door hem en zijn familie, indien nodig, aan zijn behoeften aangepaste informatie en begeleiding te bieden bij de handelingen en de activiteiten van het dagelijkse leven.

Het College definieert wat in de zin van dit artikel onder 'volwassene' moet worden verstaan.

Art. 39. De begeleidingsdienst bedoeld in artikel 35, oefent de onderstaande basisopdrachten uit :

- 1° de persoon met een handicap begeleiden in zijn levensproject door, in het kader van de dienst, geïndividualiseerde ondersteuning thuis of op elke andere geschikte plaats aan te bieden;
- 2° samen met de persoon met een handicap, zijn familie en zijn netwerk, indien nodig, oplossingen voor zijn specifieke behoeften zoeken en toepassen;
- 3° de persoon met een handicap en zijn familie, indien nodig, in contact brengen met de personen, de diensten en de opvangvoorzieningen die voor hen nuttig kunnen zijn;
- 4° deelnemen aan allerlei acties om het ontstaan en de verergering van handicaps te voorkomen.

De in het eerste lid bedoelde basisopdrachten kunnen worden uitgeoefend door middel van specifieke acties bepaald door het College.

Art. 40. Naast de opdrachten bedoeld in artikel 39, kan de begeleidingsdienst andere opdrachten die in dit decreet zijn vastgelegd, uitoefenen. Het betreft de opdrachten gedefinieerd in de artikelen 26, 28, 29, 31, 41, 44 en 68.

Daartoe moet de erkende begeleidingsdienst een meerjarenovereenkomst met het College sluiten. Die overeenkomst definieert :

- 1° de uitgeoefende opdrachten en hun beoordelingswijze;
- 2° de onderlinge financiële en administratieve banden.

Het College bepaalt de inhoud en de modaliteiten voor het sluiten van de overeenkomst.

Afdeling 5. — Ondersteuningsdiensten voor activiteiten van maatschappelijk belang

Art. 41. De individuele ondersteuningsdienst voor activiteiten van maatschappelijk belang voor personen met een handicap bedoeld in artikel 19, 4°, oefent de onderstaande opdrachten uit :

- 1° de persoon met een handicap hulp en ondersteuning bieden in het kader van activiteiten van maatschappelijk belang;
- 2° zoeken welke activiteiten van maatschappelijk belang toegankelijk zijn voor de persoon met een handicap;
- 3° de activiteiten van maatschappelijk belang van de persoon met een handicap bevorderen in de maatschappij.

De activiteiten van maatschappelijk belang zijn de activiteiten van het vrijwilligerswerk die gedefinieerd zijn in artikel 3, 1°, van de wet van 3 juli 2005 betreffende de rechten van vrijwilligers.

Afdeling 6. — Ondersteuningsdiensten voor schoolse en buitenschoolse inclusie

Art. 42. De ondersteuningsdienst voor schoolse en buitenschoolse inclusie bedoeld in artikel 19, 5°, oefent de onderstaande opdrachten uit :

1° in samenwerking met de persoon met een handicap en zijn familie streven naar een optimale maatschappelijke, schoolse en buitenschoolse inclusie in het gewoon of buitengewoon onderwijs en in de leefomgeving, door de vaardigheden te valoriseren en de mogelijkheden te versterken;

2° individuele ondersteuning bieden via collectieve en individuele activiteiten, zowel tijdens als buiten de schoolperiode en zowel binnen als buiten de bezochte school;

3° de opvang van de persoon met een handicap garanderen, alsook de toekenning van educatieve, maatschappelijke, psychologische, medische en paramedische prestaties die de actie van de scholen aanvullen maar niet vervangen, om de maatschappelijke, schoolse en buitenschoolse inclusie van de persoon met een handicap te bevorderen;

4° de vooruitgang op het vlak van de autonomie in alle domeinen aanmoedigen.

Art. 43. De ondersteuningsdienst voor schoolse en buitenschoolse inclusie richt zich tot de onderstaande kinderen en jongeren met een handicap :

1° de kinderen en jongeren die school lopen in de onderwijsinstelling waarmee de dienst op bevoorrechte manier samenwerkt;

2° de kinderen en jongeren die school lopen in een andere onderwijsinstelling dan die bedoeld in 1°;

3° de kinderen en jongeren die school verzuimen;

4° de kinderen van voorschoolse leeftijd die al dan niet naar een crèche of een structuur voor kinderopvang gaan die erkend is door de Office de la Naissance et de l'Enfance dat opgericht werd bij het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de Office de la Naissance et de l'Enfance.

Het College definieert wat in de zin van dit artikel onder 'kind' en 'jongere' moet worden verstaan.

Afdeling 7. — Diensten voor inclusieve vrijetijdsbesteding

Art. 44. De dienst voor inclusieve vrijetijdsbesteding bedoeld in artikel 19, 6°, richt zich tot de persoon met een handicap die wenst deel te nemen aan collectieve en individuele vrijetijdsactiviteiten die niet specifiek voor personen met een handicap zijn bestemd. Met het oog op de sociale gemengdheid richt de dienst zich ook tot de valide personen die aan diezelfde activiteiten wensen deel te nemen.

Art. 45. De dienst voor inclusieve vrijetijdsbesteding oefent de onderstaande opdrachten uit :

1° de persoon met een handicap begeleiden bij het zoeken naar inclusieve vrijetijdsactiviteiten die bijdragen aan zijn persoonlijke ontplooiing, zijn autonomie en zijn inclusie in de maatschappij, en die het mogelijk maken om eenzaamheid en isolement tegen te gaan;

2° inclusieve vrijetijdsactiviteiten organiseren die zich zowel tot personen met een handicap als tot valide personen richten;

3° samenwerken met andere organisaties die rond vrijetijdsbesteding werken, om inclusieve vrijetijdsactiviteiten te zoeken of samen te organiseren.

HOOFDSTUK 5. — Dagactiviteiten

Art. 46. De dagactiviteiten zijn de activiteiten die georganiseerd worden in het kader van :

1° de tewerkstelling, door middel van verschillende soorten tewerkstellingssteun;

2° de onderneming met aangepast werk;

3° de dienst voor participatie via collectieve activiteiten;

4° het dagactiviteitencentrum;

5° de dienst voor voorbereiding op de beroepsopleiding.

Art. 47. Het College bepaalt de voorwaarden en de modaliteiten volgens welke de opdrachten van de diensten bedoeld in artikel 46, 2° tot en met 5°, worden uitgeoefend.

Afdeling 1. — Tewerkstellingssteun

Art. 48. De tewerkstellingssteun heeft betrekking op :

1° de ontdekkingsstage, die de persoon met een handicap de kans geeft om een beroep of een werksituatie te ontdekken;

2° de omscholingsovereenkomst, die gesloten wordt tussen een persoon met een handicap of zijn wettelijke vertegenwoordiger en een werkgever, om een wederzijdse aanpassing mogelijk te maken met het oog op een eventuele aanwerving;

3° de mentoraatspremie, die bestemd is voor de werkgever, om de werknemer met een handicap te laten ondersteunen en begeleiden door een mentor die deel uitmaakt van het personeelsbestand van de werkgever, tijdens de aanwerving van de persoon met een handicap of bij zijn terugkeer na een lange afwezigheid;

4° de sensibiliseringspremie, die bestemd is voor de werkgever, om de collega's van de werknemer met een handicap te sensibiliseren voor of op te leiden rond de beperking van de werknemer met een handicap;

5° de inschakelingspremie, die bestemd is voor de werkgever, en een tegemoetkoming is in de bezoldiging en de sociale lasten van de werknemer met een handicap, om het rendementsverlies te compenseren;

6° de vestigingspremie, die bestemd is voor de persoon met een handicap die op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een beroep als zelfstandige uitoefent, om het rendementsverlies te compenseren;

7° de aanpassing van de werkpost en de werkomgeving, die gerechtvaardigd wordt door de beperking van de werknemer;

8° elke andere door het College bepaalde tewerkstellingssteun die nodig is voor de professionele inclusie van de persoon met een handicap.

Art. 49. Het College bepaalt de voorwaarden, de modaliteiten voor de erkenning en het model van de omscholingsovereenkomst bedoeld in artikel 48, 2°.

Art. 50. De persoon met een handicap die een omscholingsovereenkomst heeft gesloten, ontvangt een bezoldiging, die ten laste van de werkgever is.

Het College bepaalt de tegemoetkoming in de bezoldiging bedoeld in het eerste lid, en kent die aan de werkgever toe.

Art. 51. Het College bepaalt de voorwaarden en de modaliteiten voor de toekenning van de werkgelegenheidssteun bedoeld in artikel 48, 1° tot en met 8°.

Volgens de voorwaarden bepaald door het College, kan de persoon met een handicap of zijn werkgever meerdere soorten steun bedoeld in het eerste lid, ontvangen.

Afdeling 2. — Ondernemingen met aangepast werk

Art. 52. De onderneming met aangepast werk is met voorrang bestemd voor de persoon met een handicap die in staat is een beroepsactiviteit uit te oefenen, doch tijdelijk of definitief niet in gewone werkomstandigheden.

Art. 53. De onderneming met aangepast werk heeft als prioritaire opdracht om de professionele inclusie van de persoon met een handicap te bevorderen door :

- 1° de persoon met een handicap toegang te geven tot aangepast en bezoldigd werk;
- 2° de persoon met een handicap permanent de mogelijkheid te geven zich te vormen, zich te vervolmaken op beroepsvlak en zijn vaardigheden te valoriseren;
- 3° eventueel, in het bedrijf een preprofessionele begeleiding te organiseren die erop gericht is de persoon met een handicap de vereiste vaardigheden te laten verwerven om vervolgens toegang te hebben tot een beroepsactiviteit in het kader van een arbeidsovereenkomst;
- 4° eventueel, in het bedrijf werkondersteuning te organiseren die erop gericht is de persoon met een handicap die moeilijkheden ondervindt om aan het werk te blijven, te helpen om zijn beroepsactiviteit in het kader van een arbeidsovereenkomst te behouden.

Art. 54. De persoon met een handicap wordt aangeworven in de onderneming met aangepast werk via een arbeidsovereenkomst of, indien gerechtvaardigd door de moeilijke toegang tot werk, via een omscholingsovereenkomst zoals bedoeld in artikel 48, 2°.

Art. 55. De onderneming met aangepast werk is georganiseerd op een manier waarbij er rekening wordt gehouden met de beroepsbekwaamheden van iedere aangeworven persoon met een handicap, door :

- 1° een passende taakverdeling;
- 2° een aanpassing van het werkritme en de werkomstandigheden;
- 3° een gespecialiseerde begeleiding.

Het College bepaalt de omstandigheden waarin de preprofessionele begeleiding en de werkondersteuning in de onderneming met aangepast werk worden georganiseerd.

Afdeling 3. — Diensten voor participatie via collectieve activiteiten

Art. 56. De dienst voor participatie via collectieve activiteiten (dienst 'PACT' in het Frans) oefent de onderstaande opdrachten uit :

- 1° op basis van de geïndividualiseerde projecten van personen met een handicap collectieve vrijwilligersactiviteiten organiseren ten gunste van de maatschappij;
- 2° de persoon met een handicap valoriseren via de deelname aan die activiteiten;
- 3° acties verwezenlijken en diensten leveren ten gunste van de maatschappij;
- 4° de persoon met een handicap de mogelijkheid geven om zich te ontplooiën en zijn vaardigheden te valoriseren.

Art. 57. Met het oog op de sociale gemengdheid zijn de activiteiten van de dienst voor participatie via collectieve activiteiten bestemd voor personen met een handicap en valide personen die een activiteit ten gunste van de maatschappij wensen te verwezenlijken.

Art. 58. De activiteiten van de dienst voor participatie via collectieve activiteiten passen in het kader van de wet van 3 juli 2005 betreffende de rechten van vrijwilligers.

Afdeling 4. — Dagactiviteitencentra

Art. 59. Het dagactiviteitencentrum beoogt de persoon met een handicap in staat te stellen om, naargelang zijn levensproject, een zo groot mogelijke autonomie en een optimaal inclusieniveau te bereiken of te behouden.

Art. 60. Het dagactiviteitencentrum richt zich ofwel tot kinderen en jongeren, ofwel tot volwassenen.

Het dagactiviteitencentrum dat zich tot kinderen en jongeren richt, oefent de onderstaande opdrachten uit :

1° het kind of de jongere die vanwege zijn handicap geen instelling van het gewoon of buitengewoon onderwijs bezoekt, voltijdse of deeltijdse opvang bieden, hoofdzakelijk overdag, met inbegrip van de middagmaaltijd. De onmogelijkheid om een onderwijsinstelling te bezoeken moet zijn vastgesteld volgens de geldende wettelijke en reglementaire procedures;

2° een educatieve begeleiding garanderen door middel van valoriserende, afwisselende en aan de behoeften aangepaste activiteiten;

3° een individuele, sociale, psychologische, medische en paramedische opvolging garanderen.

Het dagactiviteitencentrum dat zich tot volwassenen richt, oefent de onderstaande opdrachten uit :

1° de volwassene die zich niet in een opleidings- of werkomgeving kan integreren, voltijdse of deeltijdse opvang bieden, ook voor korte periodes, hoofdzakelijk overdag, met inbegrip van de middagmaaltijd;

2° toegang garanderen tot een brede waaier van valoriserende en afwisselende activiteiten die aangepast zijn aan de behoeften en de interesses van de opgevangen persoon met een handicap, en persoonlijke ondersteuning garanderen bij alle activiteiten van het dagelijkse leven;

3° een individuele, sociale, psychologische, medische en paramedische opvolging garanderen.

Het College definieert wat in de zin van dit artikel onder 'kind', 'jongere' en 'volwassene' moet worden verstaan.

Afdeling 5. — Diensten voor voorbereiding op de beroepsopleiding

Art. 61. De dienst voor voorbereiding op de beroepsopleiding heeft als opdracht collectieve opleidingen te organiseren voor personen met een handicap, om deze personen in staat te stellen een vooropleiding of een kwalificerende beroepsopleiding te volgen die georganiseerd wordt door het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding of een andere Franstalige instelling voor beroepsopleiding die in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is gelegen, of door het onderwijs voor sociale promotie.

HOOFDSTUK 6. — *Leefomgevingen*

Art. 62. De diensten die de persoon met een handicap opvangen of in zijn leefomgeving begeleiden, zijn :

- 1° de dienst voor inclusief wonen;
- 2° de aangepaste collectieve woonomgeving;
- 3° de dienst voor gezinsopvang.

Art. 63. Het College bepaalt de voorwaarden en de modaliteiten volgens welke de opdrachten van de diensten en de woonomgevingen bedoeld in artikel 62, 1° tot en met 3°, worden uitgeoefend.

Afdeling 7. — Diensten voor inclusief wonen

Art. 64. De dienst voor inclusief wonen begeleidt de persoon met een handicap die een inclusieve woning als hoofdverblijfplaats heeft, in zijn levensproject en volgens zijn behoeften.

Een inclusieve woning is een leefomgeving waarin personen met een handicap en valide personen samenleven vanuit een optiek van toegankelijkheid, sociale gemengdheid, solidariteit en reciprociteit.

Art. 65. De dienst voor inclusief wonen heeft als opdracht bij te dragen aan de autonomie van de persoon met een handicap door :

- 1° voor de persoon met een handicap een inclusief woonproject op te stellen en uit te voeren;
- 2° in de inclusieve woning een collectieve dynamiek te ondersteunen, waaraan de persoon met een handicap deelneemt naargelang van zijn capaciteiten;
- 3° de persoon met een handicap psychosociaal, budgettair of administratief te begeleiden bij het beheer van zijn woning;
- 4° de ondersteuning door externe diensten, met name de diensten voor thuishulp, bij de uitvoering van de handelingen van het dagelijkse leven, te bevorderen en te coördineren.

Afdeling 2. — Aangepaste collectieve woonomgeving

Art. 66. Een aangepaste collectieve woonomgeving is een leefomgeving waar een kind, een jongere of een volwassene met een handicap 's avonds of 's nachts wordt opgevangen.

In afwijking van het eerste lid en overeenkomstig de bepalingen van het College, kan een aangepaste collectieve woonomgeving het kind, de jongere of de volwassene met een handicap overdag opvangen gedurende een korte periode of om tegemoet te komen aan een crisissituatie.

De aangepaste collectieve woonomgeving kan bij de dienst PHARE een specifiek project inzake de lichte opvang van de persoon met een handicap indienen volgens de voorwaarden en de modaliteiten bepaald door het College.

Het College definieert wat in de zin van dit artikel onder 'kind', 'jongere' en 'volwassene' moet worden verstaan.

Art. 67. De aangepaste collectieve woonomgeving heeft als doel het levensproject van de persoon met een handicap persoonlijk te ondersteunen door :

- 1° psychosociale en educatieve begeleiding;
- 2° sociale, creatieve of recreatieve activiteiten;
- 3° de huisvesting, de voeding en de onderhoudsdiensten die ermee verband houden;
- 4° de persoon met een handicap te leren zijn dagelijkse leven te regelen, zodat hij zijn vaardigheden kan verwerven of behouden;
- 5° medische en paramedische opvolging, met de prioritaire ondersteuning van een externe dienstverlener.

Afdeling 3. — Diensten voor gezinsopvang

Art. 68. De dienst voor gezinsopvang coördineert de opvang van de persoon met een handicap in een opvanggezin.

Art. 69. De dienst voor gezinsopvang oefent de onderstaande opdrachten uit :

- 1° opvanggezinnen zoeken en selecteren naargelang van hun capaciteit om opvang aan te bieden die aan de behoeften van de persoon met een handicap is aangepast;
- 2° samen met de persoon met een handicap, eventueel zijn wettelijke vertegenwoordiger en het geselecteerde gezin een opvangproject uitwerken dat aansluit bij het levensproject van de persoon met een handicap;
- 3° de persoon met een handicap persoonlijk begeleiden op basis van het opvangproject;
- 4° de opvanggezinnen begeleiden, informeren en ondersteunen in hun opdracht.

HOOFDSTUK 7. — *Erkenningen, subsidies en labels**Afdeling 1. — Erkenningen van centra, diensten, verenigingen, woonomgevingen en ondernemingen*

Art. 70. Met uitzondering van de representatieve vereniging van personen met een handicap en hun familie en de representatieve vereniging van werkgevers die actief zijn in de sector van de bijstand aan personen met een handicap bedoeld in artikel 30, 2°, worden de centra, diensten, verenigingen, woonomgevingen en ondernemingen, na het advies van de Adviesraad, door het College erkend voor bepaalde of onbepaalde duur.

Art. 71. De erkenningsvoorwaarden voor de centra, diensten, verenigingen, woonomgevingen en ondernemingen zijn :

- 1° opgericht zijn als een Belgische vereniging zonder winstoogmerk onderworpen aan de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen, of worden georganiseerd door de Franse Gemeenschapscommissie.

In afwijking daarvan kan het College een erkenning verlenen aan ondernemingen met aangepast werk die opgericht zijn als vennootschap met een sociaal oogmerk waarvan de statuten bepalen dat de vennoten geen enkel vermogensvoordeel nastreven, zoals bedoeld in artikel 661, 1°, van het Wetboek van Vennootschappen.

Het College kan bijzondere voorwaarden verbinden aan de erkenning van ondernemingen met aangepast werk die in die vorm zijn opgericht;

2° een activiteit hebben die verschilt van alle andere activiteiten van de vzw, zowel op het vlak van de werknemers als op dat van het administratieve beheer en de rekeningen;

3° op intern niveau voorzien in participatiemodaliteiten voor personen met een handicap. Het College definieert specifieke modaliteiten per type centrum, dienst, woonomgeving, vereniging of onderneming;

4° deelnemen aan communautaire acties om de sociale band met de wijk en de onmiddellijke omgeving van de persoon met een handicap te vergroten;

5° een netwerkgerichte aanpak toepassen, om de ondersteuning door de verschillende professionele hulpverleners rond de persoon met een handicap te coördineren, en zo een globaal antwoord te bieden op de situatie en de behoeften van de persoon met een handicap;

6° een collectief project of een dienstproject uitwerken met daarin de waarden van de organisatie, haar opdrachten, haar werkingsregels en haar werkorganisatiemethoden om naar de verwezenlijking van het geïndividualiseerde project van de persoon met een handicap te streven;

7° personen met een handicap garanderen dat de bepalingen van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 9 juli 2010 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie en de toepassing van het beginsel van gelijke behandeling, worden nageleefd.

In afwijking van het eerste lid moeten de onderstaande diensten en verenigingen niet beantwoorden aan de voorwaarden bedoeld in 3° en 5° :

1° de technische ondersteuningsdiensten bedoeld in artikel 25, 1°;

2° de ondersteuningsdiensten voor alternatieve communicatie bedoeld in artikel 25, 3°;

3° de opleidingsdiensten inzake specifieke kenmerken van handicaps bedoeld in artikel 30, 1°;

4° de gespecialiseerde verenigingen inzake toegankelijkheid bedoeld in artikel 30, 3°.

Art. 72. Voor elke categorie van erkende centra, diensten, verenigingen, woonomgevingen of ondernemingen bepaalt het College de erkenningsnormen die betrekking hebben op :

1° de kwaliteit van de dienstverlening;

2° de infrastructuur;

3° de organisatie, de werking en de inhoud van het collectieve project of het dienstproject;

4° het aantal personeelsleden, hun kwalificatieniveau en hun voortgezette opleiding;

5° het aantal betrokken personen met een handicap en het type van beperking;

6° de relaties tussen het centrum, de dienst, de vereniging, de woonomgeving of de onderneming en de persoon met een handicap;

7° het beheer, de boekhouding en de op te stellen verslagen;

8° de relaties tussen het centrum, de dienst, de vereniging, de woonomgeving of de onderneming en de dienst PHARE.

Het College bepaalt de modaliteiten en de procedures voor de erkenning, de voorlopige erkenning, de vernieuwing van de erkenning, de wijziging van de erkenning, de intrekking van de erkenning, de opgelegde wijziging van de erkenning, de intrekking van de erkenning vanwege dringende redenen, of de vrijwillige sluiting van centra, diensten, verenigingen, woonomgevingen en ondernemingen.

Art. 73. Alleen een onderneming met aangepast werk die erkend is door het College, is gemachtigd om de benaming 'onderneming met aangepast werk' te gebruiken.

Art. 74. De vermelding 'erkend door de Franse Gemeenschapscommissie' moet zichtbaar zijn aan de buitenkant van het gebouw en moet worden aangebracht op alle documenten, affiches en publicaties van het centrum, de dienst, de vereniging, de woonomgeving of de onderneming.

Art. 75. Voor elk type van centrum, dienst, woonomgeving of onderneming kan het College quota bepalen in verband met het aantal personen met een handicap dat mag worden begeleid, opgevangen of tewerkgesteld.

Art. 76. Na advies van de Adviesraad stelt het College een programmering op van de erkende centra, diensten, woonomgevingen en ondernemingen bedoeld in dit decreet, rekening houdende met het bestaande aanbod en de vastgestelde behoeften vanuit sociologisch, geografisch en sociaaleconomisch standpunt, en met de aanbevelingen van de dienst PHARE.

Die programmering zal het aanbod kunnen oriënteren naar een prioritaire doelgroep die gedefinieerd wordt door het College.

Afdeling 2. — Subsidies

Art. 77. Binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten wordt een subsidie toegekend aan de erkende centra, diensten, woonomgevingen en ondernemingen bedoeld in artikel 19, 2° tot en met 7°, artikel 46, 2° tot en met 5°, en artikel 62, 1° tot en met 3°.

Het College bepaalt de modaliteiten voor de berekening, de toekenning en de uitbetaling van die subsidies, rekening houdende met de bepalingen bedoeld in de artikelen 78 tot en met 94.

Het College bepaalt maximale subsidiebedragen voor de door hem gepreciseerde subsidieerbare uitgaven.

Art. 78. Aan de technische ondersteuningsdienst bedoeld in de artikelen 25, 1°, en 26, wordt een subsidie toegekend, rekening houdende met het type dienstverlening.

Art. 79. Aan de ondersteuningsdienst voor dovencommunicatie en -vertolking bedoeld in de artikelen 25, 2°, en 27, wordt een subsidie toegekend voor de prestatiekosten.

Voor de subsidie wordt rekening gehouden met het aantal gepresteerde uren.

Art. 80. Aan de ondersteuningsdienst voor alternatieve communicatie bedoeld in de artikelen 25, 3°, en 28, wordt een subsidie toegekend voor de prestatiekosten.

Voor de subsidie wordt rekening gehouden met de hoeveelheid informatie die via braille en 'gemakkelijk te lezen' toegankelijk is gemaakt.

Art. 81. Aan de ondersteuningsdienst voor beroepsopleiding bedoeld in de artikelen 25, 4°, en 29, wordt een subsidie toegekend rekening houdende met het aantal ondersteunde personen en het type van beperking.

Art. 82. Aan de begeleidingsdienst bedoeld in de artikelen 35 tot en met 40, wordt een subsidie toegekend voor :

- 1° de personeelskosten;
- 2° de algemene kosten;
- 3° de kosten verbonden aan specifieke acties;
- 4° de kosten bedoeld in de meerjarenovereenkomst.

Voor de subsidie wordt rekening gehouden met het aantal begeleide personen en het aantal van die begeleide personen met een handicap met het statuut 'zware zorgbehoevendheid' bedoeld in artikel 12.

Art. 83. Aan de ondersteuningsdienst voor activiteiten van maatschappelijk belang bedoeld in artikel 41, wordt een subsidie toegekend voor :

- 1° de personeelskosten;
- 2° de algemene kosten.

Voor de subsidie wordt rekening gehouden met het aantal ondersteunde personen met een handicap.

Art. 84. Aan de ondersteuningsdienst voor schoolse en buitenschoolse inclusie bedoeld in de artikelen 42 en 43, wordt een subsidie toegekend voor :

- 1° de personeelskosten;
- 2° de algemene kosten;
- 3° de collectieve vervoerskosten buiten de schoolperioden.

Voor de subsidie wordt rekening gehouden met het aantal ondersteunde personen met een handicap en het type van beperking.

Art. 85. Aan de dienst voor inclusieve vrijetijdsbesteding bedoeld in de artikelen 44 en 45, wordt een subsidie toegekend voor :

- 1° de personeelskosten;
- 2° de algemene kosten.

Voor de subsidie wordt rekening gehouden met het aantal ondersteunde personen met een handicap en het aantal georganiseerde activiteiten.

Art. 86. Aan de onderneming met aangepast werk bedoeld in de artikelen 52 tot en met 55, wordt een subsidie toegekend voor :

- 1° de bezoldiging van de werknemers met een handicap in functie van de beroepsbekwaamheid van iedere werknemer met een handicap zoals bepaald door de dienst PHARE in overleg met de onderneming;
- 2° de kosten van het begeleidingspersoneel in functie van het aantal werknemers met een handicap dat tewerkgesteld is in de onderneming, hun beroepsbekwaamheid zoals bedoeld in 1°, en het type van activiteit;
- 3° de investeringskosten in functie van het aantal werknemers met een handicap dat tewerkgesteld is in de onderneming;
- 4° de werkingskosten in functie van de beroepsbekwaamheid van iedere werknemer met een handicap zoals bepaald door de dienst PHARE in overleg met de onderneming.

Art. 87. Aan het Fonds voor bestaanszekerheid voor de beschutte werkplaatsen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschapscommissie wordt een subsidie toegekend voor de opleiding en het vervroegd pensioen van het gesubsidieerde personeel, en de economische bevordering van de sector.

Art. 88. Aan de dienst voor participatie via collectieve activiteiten bedoeld in de artikelen 56 tot en met 58, wordt een subsidie toegekend voor :

- 1° de personeelskosten;
- 2° de algemene kosten;
- 3° de vergoedingen die betaald worden in het kader van het vrijwilligerswerk.

Voor de subsidie wordt rekening gehouden met het aantal personen met een handicap dat gebruikmaakt van de dienst.

Art. 89. Aan het dagactiviteitencentrum bedoeld in de artikelen 59 en 60, wordt een subsidie toegekend voor :

- 1° de personeelskosten;
- 2° de algemene kosten;
- 3° de collectieve vervoerskosten;
- 4° de persoonlijke kosten.

Voor de subsidie wordt rekening gehouden met het aantal opgevangen personen met een handicap en het type van beperking.

Aan de dagactiviteitencentra kan een aanvullende subsidie worden toegekend in het kader van de opvang van een persoon met het statuut 'zware zorgbehoevendheid' bedoeld in artikel 12.

Het College bepaalt de toekenningsvoorwaarden voor deze aanvullende subsidie.

Art. 90. Aan de dienst voor voorbereiding op de beroepsopleiding bedoeld in artikel 61, wordt een subsidie toegekend voor :

- 1° de personeelskosten;
- 2° de algemene kosten.

Voor de subsidie wordt rekening gehouden met het aantal opleidingsuren dat door de personen met een handicap werd gevolgd.

Art. 91. Aan de dienst voor inclusief wonen bedoeld in de artikelen 64 en 65, wordt een subsidie toegekend voor :

- 1° de personeelskosten;
- 2° de algemene kosten.

Voor de subsidie wordt rekening gehouden met het aantal personen met een handicap dat in de inclusieve woning verblijft en het type van beperking.

Art. 92. Aan de aangepaste collectieve woonomgeving bedoeld in de artikelen 66 en 67, wordt een subsidie toegekend voor :

- 1° de personeelskosten;
- 2° de algemene kosten;
- 3° de persoonlijke kosten.

Voor de subsidie wordt rekening gehouden met het aantal opgevangen personen met een handicap en het type van beperking.

Aan de aangepaste collectieve woonomgevingen kan een aanvullende subsidie worden toegekend in het kader van de opvang van een persoon met het statuut 'zware zorgbehoefvendheid' bedoeld in artikel 12.

Het College bepaalt de toekenningsvoorwaarden voor deze aanvullende subsidie.

Art. 93. Aan de dienst voor gezinsopvang bedoeld in de artikelen 68 en 69, wordt een subsidie toegekend voor :

- 1° de personeelskosten;
- 2° de algemene kosten.

Voor de subsidie wordt rekening gehouden met het aantal behandelde aanvragen en het aantal effectief opgevangen personen.

Aan de dienst voor gezinsopvang wordt een aanvullende subsidie toegekend die bestemd is voor het opvanggezin. Voor de subsidie wordt rekening gehouden met het type van beperking van de persoon met een handicap.

Art. 94. De persoon met een handicap is een financiële bijdrage verschuldigd voor de prestaties die de diensten bedoeld in de artikelen 25, 35, 42, 44, 59, 64, 66 en 68, leveren in het kader van hun opdrachten. Het bedrag en de modaliteiten van de financiële bijdrage worden bepaald door het College.

Het College kan de financiële bijdrage aftrekken van de subsidies die krachtens de artikelen 77 tot en met 93 toegekend worden aan het centrum, de dienst of de woonomgeving.

Art. 95. De toegang van de persoon met een handicap tot een centrum, een woonomgeving, een onderneming, een vereniging of een dienst mag in geen enkel geval afhangen van een financiële bijdrage.

Afdeling 3. — Specifieke en innoverende projecten

Art. 96. Binnen de grenzen van de begrotingskredieten ondersteunt het College, volgens de door hem bepaalde voorwaarden en modaliteiten, door vzw's en stichtingen ingediende specifieke projecten van korte duur met betrekking tot de inclusie van personen met een handicap.

Deze projecten beogen te sensibiliseren, te informeren, tegemoet te komen aan nieuwe of niet-ingevoelde behoeften, en het bestaande aanbod te verbeteren.

Art. 97. Aan de centra, diensten, verenigingen, woonomgevingen en ondernemingen die erkend worden in het kader van dit decreet, kan het College een subsidie toekennen om in een tijdsbestek van drie jaar innoverende projecten te verwezenlijken.

Voor elk project bepaalt het College :

- 1° de modaliteiten om de verwezenlijking van het project te beoordelen;
- 2° de bedragen van de toegekende subsidie, vastgesteld per jaar, alsook de uitbetalingswijze ervan;
- 3° het uit te voeren project waartoe het centrum, de dienst, de vereniging, de woonomgeving of de onderneming zich verbindt.

Art. 98. Het College bepaalt de inhoud van het aanvraagdossier voor de subsidie, de procedure en de beoordelingsmodaliteiten.

Art. 99. Na advies van de Adviesraad kan het College elke vzw die een specifiek project met betrekking tot de inclusie van personen met een handicap uitvoert, erkennen en, binnen de grenzen van de begrotingskredieten, aan die vereniging een subsidie toekennen voor dat specifieke project.

Het College bepaalt de voorwaarden en de modaliteiten volgens welke de specifieke projecten van de diensten worden uitgevoerd en de wijze waarop de subsidie wordt toegekend.

Afdeling 4. — Labeling en erkenning

Art. 100. Het College kan een label toekennen aan de privé- of openbare actoren op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, om de actie van die actoren ten gunste van de inclusie van personen met een handicap te bevorderen.

Het College bepaalt de voorwaarden en de modaliteiten voor de toekenning van die labels.

Art. 101. Het College kan criteria bepalen voor de erkenning van de representatieve vereniging van personen met een handicap en hun familie, alsook de representatieve vereniging van werkgevers die actief zijn in de sector van de bijstand aan personen met een handicap, bedoeld in artikel 30, 2°.

Die criteria betreffen onder meer het aantal leden van die verenigingen.

HOOFDSTUK 8. — *Beoordeling van de erkende centra, diensten, verenigingen, woonomgevingen en ondernemingen en beoordeling van de uitvoering van de principes van dit decreet*

Afdeling 1. — *Beoordeling voor intern gebruik*

Art. 102. Ten minste om de drie jaar beoordeelt elk erkend centrum of elke erkende dienst, vereniging, woonomgeving of onderneming de werking en de kwaliteit van zijn of haar ondersteunings-, opvang- of begeleidingsstructuur, en betreft daarbij alle belanghebbenden, met inbegrip van de raden van gebruikers, als die aanwezig zijn.

De resultaten van de beoordeling zijn bestemd voor het interne gebruik van het centrum, de dienst, de vereniging, de woonomgeving of de onderneming.

De beoordelingsmethode mag vrij worden gekozen door het centrum, de dienst, de vereniging, de woonomgeving of de onderneming.

De onderstaande criteria moeten in aanmerking worden genomen voor de beoordeling :

1° de inaanmerkingneming van de mening van de persoon met een handicap voor de evolutie van de praktijken en het collectieve project of het dienstproject;

2° de ontwikkeling van innoverende praktijken of nieuwe modaliteiten op het vlak van de zorgverlening;

3° de samenwerking met de vzw's en de diensten uit de sector van de bijstand aan personen met een handicap en uit andere sectoren die betrokken zijn bij de inclusie van personen met handicap;

4° de overeenstemming tussen de doelgroep van het project en het effectief bereikte publiek;

5° de samenhang tussen de werking, de opdrachten en de praktijken van het erkende centrum of de erkende dienst, vereniging, woonomgeving of onderneming;

6° de openheid van het centrum, de dienst, de vereniging, de woonomgeving of de onderneming ten aanzien van zijn of haar omgeving.

Op basis van de beoordeling bepaalt het centrum, de dienst, de vereniging, de woonomgeving of de onderneming doelstellingen om de kwaliteit van de dienstverlening te verbeteren.

Afdeling 2. — *Beoordeling van de uitvoering van de principes van dit decreet*

Art. 103. Om de drie jaar organiseert het College, in samenwerking met de dienst PHARE, een externe wetenschappelijke beoordeling die erop gericht is te bepalen of de door de volledige sector toegepaste maatregelen om in overeenstemming te zijn met de principes van dit decreet, relevant en doeltreffend zijn.

Het College bepaalt de modaliteiten voor de beoordeling.

Aan het College wordt een eindverslag bezorgd uiterlijk drie jaar na de inwerkingtreding van dit decreet, en vervolgens om de drie jaar.

Binnen de drie maanden na de ontvangst van het verslag bezorgt het College het verslag ter informatie aan de Adviesraad en het Franstalig Brussels Parlement.

HOOFDSTUK 9. — *Samenwerking*

Art. 104. Het College gaat over tot de oprichting van een permanente Brusselse interministeriële werkgroep betreffende de inclusie van personen met een handicap.

De werkgroep heeft als doel :

1° de toegang van de persoon met een handicap tot de algemene diensten die bestemd zijn voor de volledige bevolking, aan te moedigen;

2° de federale, communautaire, gewestelijke en gemeentelijke overheden te sensibiliseren voor de inclusie van personen met een handicap, meer bepaald in het kader van de uitwerking en de uitvoering van beleidslijnen die behoren tot andere bevoegdheidsdomeinen dan dat van de handicap. Deze sensibilisering strekt ertoe de concrete uitvoering van de samenwerking, die tot samenwerkingsakkoorden kan leiden, te bevorderen, alsook de toegankelijkheid van de openbare instellingen en het wegennet, de ontwikkeling van individuele woningen, en de uitbouw van een vervoersaanbod dat aangepast is aan de behoeften van personen met een handicap, aan te moedigen;

3° de gemeenten ertoe aan te zetten initiatieven te ontwikkelen die de participatie van de persoon met een handicap en zijn inclusie in het plaatselijke leven vergroten;

4° de aanpassing van middelen voor toegang tot informatie aan de functionele kenmerken van de persoon met een handicap te bevorderen;

5° het onderzoek en de ontwikkeling van nieuwe technologieën met het oog op de inclusie van personen met een handicap te bevorderen;

6° het werk van het Observatorium voor de opvang en de begeleiding van personen met een handicap in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en zijn aanbevelingen te bevorderen;

7° de werkgelegenheid van personen met een handicap in het privé- en openbare domein te bevorderen, ofwel rechtstreeks, ofwel via de onderaanbesteding aan ondernemingen met aangepast werk.

Het College bepaalt de samenstelling en de modaliteiten voor de werking van de werkgroep.

Art. 105. Ieder collegelid ziet erop toe dat de dimensie 'handicap' in aanmerking wordt genomen bij de uitwerking, de uitvoering en de beoordeling van het gevoerde beleid.

Daarnaast nodigt het College ieder collegelid uit om binnen zijn ministerieel kabinet een persoon aan te wijzen die belast is met de uitvoering van deze dimensie.

De collegeleden maken jaarlijks bekend welke maatregelen ze nemen om deze doelstelling te realiseren. Ze delen die maatregelen mee aan de leden van het parlement.

HOOFDSTUK 10. — *Dienst PHARE*

Art. 106. De opdrachten van de dienst PHARE zijn :

1° voorstellen inzake het strategische plan op korte, middellange en lange termijn uitwerken;

2° de uitvoering van dit decreet en zijn uitvoeringsbesluiten administratief beheren door :

a) de erkennings- en steunaanvragen van de persoon met een handicap en de beslissingen daaromtrent te beheren;

b) het budget voor bijstand aan personen met een handicap zoals goedgekeurd door het parlement van de Franse Gemeenschapscommissie, te beheren, en de boekhouding ervan bij te houden;

c) de erkende centra, diensten, verenigingen, woonomgevingen en ondernemingen bedoeld in hoofdstuk 7, te erkennen en te subsidiëren;

d) specifieke en innoverende projecten te promoten en dossiers voor te bereiden met het oog op een beslissing van het College over de subsidiëring van die projecten;

e) de erkende centra, diensten, verenigingen, woonomgevingen en ondernemingen bedoeld in hoofdstuk 7, te controleren;

f) te bemiddelen zoals bedoeld in artikel 111;

g) statistische gegevens over personen met een handicap en hun behoeften te verzamelen;

h) een kwantitatief en kwalitatief jaarverslag op te stellen waarin de uitvoering van dit decreet en alle door de dienst PHARE gevoerde acties worden verduidelijkt;

3° de persoon met een handicap, zijn familie en de betrokkenen die deelnemen aan de uitvoering van het persoonlijke levensproject van de persoon met een handicap inlichten over de bestaande mogelijkheden op het vlak van algemene diensten of specifieke diensten van de sector van de gehandicaptenzorg;

4° de persoon met een handicap oriënteren naar het meest geschikte dienstenaanbod in functie van zijn vraag en zijn behoeften;

5° de uitgewerkte acties en diensten om de inclusie van personen met een handicap te bevorderen, promoten bij het publiek en het publiek erover informeren;

6° door het College gevraagde studies met betrekking tot personen met een handicap uitvoeren en promoten, en sociale indicatoren uitwerken;

7° de opdrachten van het referentieteam betreffende de tussenkomst van een derde in het relationele, affectieve en seksuele leven van de persoon met een handicap uitvoeren;

8° voorstellen uitwerken die bijdragen aan een vermeerdering, een diversificatie en een betere afstemming van de oplossingen op de behoeften van personen met een handicap, en meer in het bijzonder van personen met het voorrangstatuut bedoeld in artikel 12, samen met de familie en de betrokken professionals;

9° deelnemen aan de gewestelijke, interministeriële en internationale coördinatie van het transversale beleid inzake de inclusie van personen met een handicap via meer bepaald de opvolging van het Verdrag van de Verenigde Naties;

10° sensibiliseren en voorstellen uitwerken betreffende de oprichting van partnerschappen en samenwerkingsverbanden met de gewestelijke, gemeentelijke en federale besturen en met alle algemene diensten, met respect voor ieders bevoegdheden, om een betere inaanmerkingneming van de behoeften van de persoon met een handicap in de maatschappij te beogen en inclusieve initiatieven te promoten.

Het College kan de opdrachten die aan de dienst PHARE zijn toevertrouwd, aanvullen. Het College bepaalt de uitvoeringsmodaliteiten van de opdrachten van de dienst PHARE bedoeld in het tweede lid, en behoudt zich het recht voor om de prioriteit ervan te bepalen.

Art. 107. Elk erkend of gesubsidieerd centrum of elke erkende of gesubsidieerde dienst, vereniging, woonomgeving of onderneming moet de dienst PHARE alle informatie die nodig is voor de verwezenlijking van zijn opdrachten, kosteloos bezorgen.

HOOFDSTUK 11. — *Heronderzoek en beroep bij de rechtbank*

Art. 108. De individuele administratieve beslissingen van de dienst PHARE betreffende de erkenning en de toekenning van ondersteuning kunnen het voorwerp uitmaken van een administratief beroep, uitgaande van de persoon met een handicap of zijn wettelijke vertegenwoordiger, bij een commissie tot heronderzoek, in de maand volgend op de kennisgeving van de beslissing. De commissie verstrekt een raadgevend advies.

Het raadgevend advies wordt meegedeeld aan het multidisciplinair team bedoeld in artikel 12, dat kan beslissen om zijn beslissing te handhaven of een nieuwe beslissing te nemen.

De beslissing wordt ter kennis gebracht van de persoon met een handicap of zijn wettelijke vertegenwoordiger.

Het College bepaalt de voorwaarden en de modaliteiten voor de procedure van heronderzoek.

Art. 109. De betwistingen van de beslissingen betreffende de erkenning van een persoon met een handicap ten voordele van de bepalingen van dit decreet, alsook die betreffende de ondersteuning bedoeld in de hoofdstukken 4, 5 en 6, vallen onder de bevoegdheid van de arbeidsrechtbank.

Op straffe van verval moet het beroep bij de bevoegde arbeidsrechtbank worden ingesteld binnen de maand volgend op de kennisgeving van de betwiste beslissing.

HOOFDSTUK 12. — *Controle*

Art. 110. De controle op de naleving van dit decreet en zijn uitvoeringsbesluiten wordt uitgeoefend door de ambtenaren van de Franse Gemeenschapscommissie die aangewezen zijn door het College en de titel van inspecteur dragen.

Ze oefenen hun controleopdracht uit op de volgende manier :

1° de door het College aangewezen inspecteurs controleren de uitvoering van de reglementaire bepalingen en de samenhang van hun toepassing, inclusief op financieel vlak, in de centra, diensten, verenigingen, woonomgevingen en ondernemingen die erkend zijn en/of gesubsidieerd worden door het College.

Deze opdracht kan worden uitgeoefend op eigen initiatief, in het kader van de procedures bedoeld in artikel 71, en in het kader van het klachtenbeheer bedoeld in punt 2.

Bij de uitoefening van deze opdracht verlenen de inspecteurs steun en raad;

2° de inspecteurs beheren de klachten die betrekking hebben op de niet-naleving van een van de bepalingen van dit decreet of zijn uitvoeringsbesluiten door een centrum, een dienst, een vereniging, een woonomgeving of een onderneming, ingediend door om het even welke persoon die aantoonbaar er een belang bij te hebben.

De inspecteurs stellen een activiteitenverslag over het klachtenbeheer op.

In dit kader kunnen de inspecteurs alle betrokken partijen horen en ertoe komen om een verzoeningspoging te ondernemen.

3° de inspecteurs controleren de kwaliteit van een erkend en/of gesubsidieerd centrum of een erkende en/of gesubsidieerde dienst, vereniging, woonomgeving of onderneming, of, op transversale wijze, van een geheel van erkende en/of gesubsidieerde centra, diensten, verenigingen, woonomgevingen of ondernemingen, maar dragen ook bij aan de verbetering van die kwaliteit;

4° de leden van de raad van bestuur van de verenigingen zonder winstoogmerk, de door hen gemandateerde personen en de personeelsleden van de erkende en/of gesubsidieerde instellingen zijn verplicht samen te werken met de inspecteurs tijdens de uitoefening van hun opdrachten;

5° tijdens de uitoefening van hun opdrachten kunnen de inspecteurs tot elk onderzoek en elke controle overgaan en alle informatie die ze nodig achten, verzamelen :

a) door iedere persoon te ondervragen over elk gegeven waarvan de kennis nuttig is voor de uitoefening van de controle;

b) door te vragen elk document dat nuttig is voor de verwezenlijking van hun opdrachten, voor te leggen of op te zoeken, een kopie ervan te nemen of het mee te nemen tegen ontvangstbewijs, met uitzondering van de persoonlijke medische en psychologische dossiers;

6° na afloop van elke opdracht bezorgen de inspecteurs een schriftelijk verslag aan de betrokken partijen.

HOOFDSTUK 13. — *Bemiddeling*

Art. 111. Bij om het even welke moeilijkheid op het vlak van de communicatie tussen de persoon met een handicap of zijn wettelijke vertegenwoordiger en het centrum, de dienst, de vereniging, de woonomgeving of de onderneming, en op verzoek van een van de betrokken partijen, kan een lid van de dienst PHARE, naargelang de moeilijkheid die aan hem wordt voorgelegd, ertoe komen om :

1° een luisterend oor te bieden;

2° een verzoening voor te stellen.

Het verzoek tot verzoening kan worden gedaan los van of voorafgaand aan de indiening van een klacht krachtens artikel 110.

Het College bepaalt de voorwaarden en de modaliteiten van de verzoening.

HOOFDSTUK 14. — *Strafbepalingen*

Art. 112. Wordt gestraft met een gevangenisstraf van 8 dagen tot 3 maanden en met een geldboete van 26 tot 2.000 euro of met een van die straffen :

1° degene die, rechtstreeks of onrechtstreeks, terwijl hij een activiteit of een mandaat uitoefent in een centrum, dienst, woonomgeving of onderneming :

a) tot vermogensvermenging overgaat;

b) de bankrekeningen of de goederen van personen met een handicap beheert zonder de normen die bepaald zijn door het College, na te leven;

2° degene die de betaling van een borgtocht of van om het even welke andere financiële verplichting dan de door dit decreet bepaalde verplichting, oplegt als voorafgaande voorwaarde voor de opvang, het verblijf of de begeleiding in of door een gesubsidieerd centrum of een gesubsidieerde dienst of woonomgeving.

HOOFDSTUK 15. — *Opheffings- en wijzigingsbepalingen**Afdeling 1. — Opheffingsbepalingen*

Art. 113. Het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 betreffende de sociale integratie van gehandicapte personen en hun inschakeling in het arbeidsproces wordt opgeheven.

Afdeling 2. — Wijzigingsbepalingen

Art. 114. In het decreet van de Franse gemeenschapscommissie van 18 december 1998 betreffende de oprichting van een dienst met afzonderlijk beheer tot uitvoering van het beleid inzake de sociale integratie en de inschakeling in het arbeidsleven van mindervaliden worden de onderstaande wijzigingen aangebracht :

1° in artikel 2, gewijzigd door het decreet van 4 maart 1999, worden de woorden "van de dagcentra en de verblijfcentra" vervangen door de woorden "van de dagactiviteitencentra en de aangepaste collectieve woonomgevingen";

2° Artikel 3 wordt vervangen als volgt :

"Art. 3. De dienst met afzonderlijk beheer wordt 'Personne Handicapée Autonomie Recherchée', afgekort als PHARE', genoemd."

HOOFDSTUK 16. — *Overgangs- en slotbepalingen**Afdeling 1. — Overgangsbepalingen*

Art. 115. Bij wijze van overgangsmaatregel blijven de uitvoeringsbesluiten van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 betreffende de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces van kracht tot de datum waarop ze worden opgeheven door het College.

Art. 116. Bij wijze van overgangsmaatregel blijven de revalidatiecentra die erkend zijn door het College in het kader van het decreet bedoeld in artikel 115, personeels-, werkings- en investeringssubsidies ontvangen tot de door het College te bepalen datum en voor zover ze op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit decreet en tot de door het College te bepalen datum beantwoorden aan de onderstaande voorwaarden :

1° zijn opgericht als een vzw, of binnen een vzw, of worden georganiseerd door de Franse Gemeenschapscommissie;

2° een overeenkomst hebben gesloten met het Comité van de verzekering voor geneeskundige verzorging opgericht bij de Dienst voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, dat bevoegd is voor de tenlasteneming van de verstrekingskosten van de revalidatie;

3° wanneer ze worden georganiseerd binnen een ziekenhuis, moet het ziekenhuis erkend zijn door het College;

4° wanneer ze worden georganiseerd binnen een vzw of een ziekenhuis, een activiteit hebben die verschilt van alle andere activiteiten van de vzw of het ziekenhuis, zowel op het vlak van de werknemers als op dat van het administratieve beheer en de rekeningen;

5° als opdracht hebben de motorische, zintuiglijke of psychische functies te verbeteren door voor elke categorie van personen met een handicap specifieke medische en paramedische technieken te hanteren. In dit kader bieden ze een algemene zorg zowel op fysiek als psychologisch en sociaal vlak.

Voor de subsidies wordt rekening gehouden met het paramedisch personeel dat belast is met de revalidatie, de gevolgde voortgezette opleiding, de informatie aan de personen met een handicap en de aanwezige uitrusting.

Art. 117. Bij wijze van overgangsmaatregel blijven de diensten voor pedagogische begeleiding die erkend zijn door het College in het kader van het decreet bedoeld in artikel 115, erkend als diensten voor pedagogische begeleiding tot de door het College te bepalen datum en voor zover ze op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit decreet en tot de door het College te bepalen datum beantwoorden aan de onderstaande voorwaarden :

1° zijn opgericht als een vzw, of binnen een vzw, of deel uitmaken van een universiteit, of worden georganiseerd door de Franse Gemeenschapscommissie;

2° als opdracht hebben :

a) personen met een handicap die hogere studies of een kwalificerende beroepsopleiding zoals gedefinieerd door het College, volgen, pedagogisch begeleiden;

b) deze personen psychopedagogische begeleiding bieden, met uitzondering van elke therapeutische ondersteuning;

c) de lesgevers, de andere studenten en de stagiaires inlichten over de bijzondere behoeften van de persoon met een handicap;

d) bemiddelen tussen de studenten, de stagiaires en het begeleidingspersoneel.

Art. 118. De aanvragen die ingediend werden door personen met een handicap en de beslissingen die genomen werden vóór de datum van inwerkingtreding van dit decreet, krachtens het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 betreffende de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces en zijn uitvoeringsbesluiten, blijven geldig.

De aanvragen die ingediend werden door de centra, de diensten, de verenigingen, de woonomgevingen en de ondernemingen en de beslissingen die genomen werden vóór de datum van inwerkingtreding van dit decreet, blijven geldig tot de door het College te bepalen datum.

Afdeling 2. — Slotbepaling

Art. 119. Dit decreet wordt van kracht op de datum die vastgesteld wordt door het College.

Brussel, 17 januari 2014.